

RDN

L'officier
au service de la Nation
dans le monde du XXI^e siècle



Les Cahiers de la
Revue Défense Nationale



Sigem 2016

*L'officier
au service de la Nation
dans le monde du XXI^e siècle*

Préparation
Audrey Hérison

Sommaire

5 **L'officier au service de la Nation dans le monde du XXI^e siècle**

ANNE GIUBBI

Le service de la Nation

11 **Valeurs et formation des décideurs**

GUILLAUME FAYEIN et PASCAL FORISSIER

(*Cahier de la RDN* « Nouveau monde, nouveaux décideurs », juin 2013)

Face à la crise actuelle des valeurs, il est nécessaire de s'interroger sur leur mode de transmission, de définir ensuite celles sur lesquelles se fonde la formation des décideurs aujourd'hui, et enfin, d'analyser les transformations à l'œuvre ces dernières années pour tenter d'établir celles qui pourraient ou devraient inspirer les décideurs de demain.

17 **100 ans après, Verdun peut-il parler aux jeunes de France ?**

FRANÇOIS LAGRANGE (février 2016)

La jeunesse de France s'est battue à Verdun, il y a un siècle, pour défendre non seulement le sol mais aussi une certaine idée de notre pays. Aujourd'hui, cette unité créée par le champ de bataille n'est pas une vaine idée et peut encore contribuer à la cohésion nationale.

21 **Armée, Nation et discipline**

WILLIAM COULET (mars 1970)

La discipline fait la force principale des armées. Cette formule réglementaire est demeurée inchangée même si sa portée est devenue moins absolue mais peut-être aussi plus exigeante. Faut-il ainsi réserver aux militaires une place spéciale dans la Nation ? Faut-il au contraire reconnaître aux militaires des droits égaux aux autres citoyens ? La réponse à cette question dépend d'une prise de position fondamentale relative à l'insertion de l'armée dans la Nation.

27 **Armée et Nation**

GABRIEL ROBIN (avril 2004)

Il n'y a d'armée que nationale. Ce caractère national est aux prises, aujourd'hui, avec la professionnalisation de l'armée et avec l'internationalisation des opérations militaires. Survivra-t-il aux progrès de l'intégration et au déclin de l'idée de Nation ?

La complexité du monde

35 **Ruptures et confrontations stratégiques au XXI^e siècle**

LOUIS GAUTIER (juin 2015)

La volatilité actuelle de la scène internationale ne peut qu'inquiéter avec l'augmentation des crises et conflits ouverts aux dimensions multiformes. Plus que jamais, la réflexion stratégique s'avère indispensable pour comprendre les confrontations actuelles et à venir.

40 **Les incertitudes stratégiques liées aux « révolutions » arabes**

MUSTAPHA BENCHENANE (janvier 2014)

Ce retour détaillé sur les causes structurelles des récentes révoltes du monde arabe explique les incertitudes stratégiques durables qui grèvent le développement des sociétés arabo-musulmanes. Les troubles qui ont éclaté en 2011 furent une surprise pour tout le monde. Pourtant, des événements antérieurs survenus en Algérie à partir d'octobre 1988 et leurs conséquences tragiques, auraient dû attirer l'attention sur ce qui risquait de se passer ailleurs.

48 **Anciens clivages et nouveaux enjeux en Syrie : un défi pour les équilibres Sykes-Picot**

CARLO FACCI (février 2016)

Les Accords Sykes-Picot, vieux d'un siècle, ont explosé récemment tant les antagonismes régionaux sont clivants. La complexité de la mosaïque des identités associées à la dimension confessionnelle constitue un défi majeur pour les pays concernés mais aussi pour l'Occident.

La guerre au XXI^e siècle

55 **Les nouveaux guerriers totalitaires**

ANDRÉ GLUCKSMANN (avril 1996)

Au lieu de concevoir les guerres actuelles comme autant de « désordres », regardons, au contraire, la logique de leurs apparitions, la cohérence interne, sociologique et stratégique des situations conflictuelles qui prolifèrent depuis l'éclatement de l'Empire soviétique. Ainsi, loin de simplement vouloir « rétablir » l'ordre supposé préexistant, un effort de paix lucide doit commencer par désordonner le nouvel ordre guerrier et terroriste qui se mondialise à grande vitesse.

63 **Penser l'ennemi**

EMMANUEL DE ROMÉMONT (octobre 2015)

Penser, voire repenser, la notion d'ennemi est aujourd'hui indispensable pour pouvoir affronter cet ennemi et définir ainsi une stratégie capable de remporter la décision. Sans cet effort préalable, le risque est réel de courir à l'échec militaire et donc politique.

Ces articles sont issus des publications de la *Revue Défense Nationale* : dans son édition mensuelle papier ou dans ses *Cahiers*.

La *Revue Défense Nationale* est éditée par le Comité d'études de défense nationale
(association loi de 1901)

Adresse géographique: École militaire, 1 place Joffre, Paris VII

Adresse postale: BP 8607, 75325 Paris cedex 07

Fax: 01 44 42 31 89 - www.defnat.fr - redac@defnat.com

Directeur de la publication: Alain Coldefy - Tél.: 01 44 42 31 92

Rédacteur en chef: Jérôme Pellistrandi - Tél.: 01 44 42 31 90

Secrétaire général et *webmaster*: Paul Laporte - Tél.: 01 44 42 31 91

Secrétaire général de rédaction: Pascal Lecardonnel - Tél.: 01 44 42 31 90

Assistante de direction: Marie-Hélène Mounet - Tél.: 01 44 42 31 92

Secrétaires de rédaction: Marie-Hélène Mounet, Jérôme Dollé

Abonnements: Éliane Lecardonnel - Tél.: 01 44 42 38 23

Chargé d'études: Laurent Henninger - Tél.: 01 44 42 31 91

Régie publicitaire (ECPAD): Christelle Touzet - Tél.: 01 49 60 58 56

DL 87973 - 1^{er} trimestre 2016 - ISSN: 2105-7508 - CP n° 1019 G 85493 du 4 décembre 2014

Imprimée par Bialec, Nancy, 95 boulevard d'Austrasie, BP 10423, 54001 Nancy cedex

L'officier au service de la Nation dans le monde du XXI^e siècle

Cette édition des *Cahiers de la Revue Défense Nationale* a pour objectif de proposer neuf textes, anciens et récents, d'auteurs de sensibilités et de parcours différents, en lien avec le thème du séminaire et propices à provoquer la réflexion du jeune officier qui s'engage aujourd'hui au service de la Nation. Certains abordent d'ailleurs une actualité qui concerne chacun, militaire ou civil.

Ce questionnement, le Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (Sigem) en offre aussi l'occasion, durant cinq jours. Néanmoins, il est apparu utile d'apporter un support de nature à permettre de poursuivre la maturité de cette pensée propre à la femme ou à l'homme en situation d'exercer une responsabilité et qui fédère tradition et modernité sans aucune contradiction.

En effet, choisir de servir la Nation repose, plus que jamais, sur l'adhésion à des valeurs fondamentales qui conservent leur acuité dans un monde devenu fort complexe et qui doit conduire tout individu à s'interroger pour donner du sens à son action.

Choisir de servir la Nation

L'officier n'est pas le seul à servir la Nation, c'est-à-dire à s'engager à exercer un métier qui demande un dévouement à une cause supérieure, un don de soi. Mais c'est le seul qui, s'il va jusqu'à la mort, peut avoir à y entraîner celles et ceux qui sont placés sous sa responsabilité. Et c'est aussi le seul pour lequel la cause supérieure est la plus élevée qui soit, la Nation, cette collectivité qui se reconnaît dans de communes valeurs, forgées au fil du temps et conquises de haute lutte, incarnée par l'État, entité politique disposant de la force armée.

En effet, au sein de la cité, le soldat occupe une place unique et singulière : il porte les valeurs de la communauté, ambassadeur et symbole à la fois ; il en est le bras armé, au service de son pays dont il défend les intérêts ; il peut aller jusqu'au sacrifice de sa vie ou, pour un chef, de celle de ses hommes. C'est cette vocation particulière, dans la relation à la Nation comme dans la relation à la mort, qui fait que les réalités et les exigences du métier militaire appellent une identité et des valeurs confirmées. Car la menace et le risque sont vécus ensemble et partagés, quels que soient le grade ou sa place dans le dispositif, ce qui appelle, notamment, une aptitude au commandement affirmée des chefs. Aussi, le commandement des femmes et des hommes confiés à l'officier requiert-il vertus, qualités et valeurs.

L'inné et l'acquis se fondent dans une alchimie propice à un exercice conforme aux principes humanistes de la Nation française.

Si les vertus humaines et citoyennes (respect, tolérance, solidarité, honnêteté, dévouement, enthousiasme, fierté...) se trouvent partagées par un grand nombre, les qualités intellectuelles et professionnelles qui fondent la spécificité du milieu (disponibilité, réactivité, initiative, autonomie, faculté d'adaptation, courage...) sont reconnues au militaire. Mais ce sont, en plus, les valeurs éthiques qui guident l'action du chef : exemplarité, honneur, loyauté, écoute de ses subordonnés, sens du devoir, goût de l'action, esprit de sacrifice, culte de la mission...

Fort de tout cela, l'officier allie donc tradition et modernité, car il évolue dans un monde où la primauté de l'instantané et de l'immédiat écrase le temps. L'être humain ressent le besoin de repères de temps et de lieu, de perspective : il s'agit alors de s'appuyer sur cet héritage, corpus de valeurs et de connaissances, pour mieux se situer dans le présent afin de se projeter dans l'avenir.

Évoluer dans un monde complexe

La complexité du monde actuel n'est plus à démontrer, tant ses facteurs constitutifs s'avèrent nombreux et variés. Il convient néanmoins d'évoquer quelques points spécifiques.

Tout d'abord, ce monde, dans lequel l'homme du XXI^e siècle évolue, synthétise trois principaux facteurs : une évolution politique et sociale, poids de l'histoire ; une situation matérielle, résultante d'un périmètre géographique et de choix économiques ; une perspective d'avenir, fruit des choix et aspirations humains mais aussi d'événements nationaux et internationaux difficiles à maîtriser. Il convient alors de réagir, de s'adapter.

De plus, le monde du XXI^e siècle, c'est aussi la multiplication des systèmes et des réseaux : d'information, de communication, d'échange, de règles financières et juridiques, notamment, dans lesquels le non-averti peine à se situer, et de ce fait, à agir efficacement.

Aussi, l'officier dans son acception humaine et professionnelle, comme dans sa dimension citoyenne, confronté à cette complexité, doit-il avoir assimilé une solide culture générale. Elle seule peut lui assurer les clés de compréhension historique, sociale, géographique, économique, technologique du choix ou du comportement de l'autre, qu'il soit adversaire ou ami d'ailleurs. C'est cette culture qui permet de connaître ou reconnaître un comportement, une réaction dans un contexte donné et d'y apporter la solution appropriée, dans le respect des us et coutumes, des notions doctrinales et en conformité avec les règles juridiques en vigueur.

Au moment de l'action, nul n'a le loisir de compulsurer son livret aide-mémoire. Seule l'œuvre du temps permet une assimilation des principes et méthodes, des connaissances nécessaires au cheminement rapide et clair de la réflexion, en vue de la prise de décision. En outre, s'appuyer sur de solides références, valeurs ou connaissances ne suffit pas car les multiples facteurs matériels sont assortis d'une dimension éthique. Au moment du choix, le chef est seul face à lui-même, ce qui constitue sa force, sa liberté mais aussi la difficulté à surmonter. Il s'avère donc nécessaire de conserver un esprit ouvert et curieux, apte à l'intelligence de situation et à la mise en perspective des événements, au discernement, en capacité d'exercer une critique positive, de réfléchir.

Ouvrir son esprit à la réflexion

À l'instar de la lumière qui change de direction lorsqu'elle rencontre un obstacle, phénomène physique de la réflexion, la pensée suit un cheminement analogue et se remet en question lorsque l'obstacle surgit, sous la forme d'une question, d'un scrupule, d'un fait nouveau (ou pas) susceptible d'orienter le choix. Mais cette prise de décision, noblesse et dure responsabilité dévolues à l'officier, dépend aussi d'une situation tactique, elle-même déclinée du contexte stratégique. C'est pourquoi, une large part des apprentissages s'appuie sur des raisonnements et des cadres d'ordres ayant fait leurs preuves.

Toutefois, il n'est pas interdit au jeune officier de tirer les leçons de son expérience, fût-elle encore réduite. Les apports du terrain, comme de toute expérience, donnent la matière au théoricien. Et, à l'inverse, une théorie nécessite l'épreuve du concret. La codification et le recours systématique au retour d'expérience (Retex) procèdent de cette nécessité et la doctrine évolue en conséquence, à terme, du fait de l'adaptation nécessaire à une ou de nouvelle(s) forme(s) de guerre(s).

Néanmoins, la réflexion du jeune officier peut avoir aussi comme finalité un retour sur soi, une amélioration de son comportement, une adaptation de ses relations aux autres, un affinage de son style de commandement, une réaction appropriée dans certaines circonstances, une proximité avec la mission à conduire, autant d'éléments qui le conduiront au succès. Celui-ci s'avère nécessaire au plan individuel comme au plan collectif.

Certains, plus à l'aise avec l'abstraction, contribueront plus aisément à l'enrichissement de la pensée militaire par l'écriture : articles dans les revues institutionnelles, contributions lors d'événements internes ou externes à la Défense, participation à des groupes de travail ou de réflexion, voire rédaction d'ouvrages... Car de nombreux sujets méritent ou nécessitent que l'on s'arrête un moment sur leurs implications dans le cadre éthique de l'accomplissement de la mission.

Et ce sont bien la connaissance du passé, celle des hommes, des événements et des lieux qui révèlent les valeurs, produisent ce sens partagé qui ouvre sur une représentation de l'avenir, sur une philosophie de l'action ; elle-même préparant le groupe et les individus aux fonctions et aux missions à venir, par un savoir-être approprié.



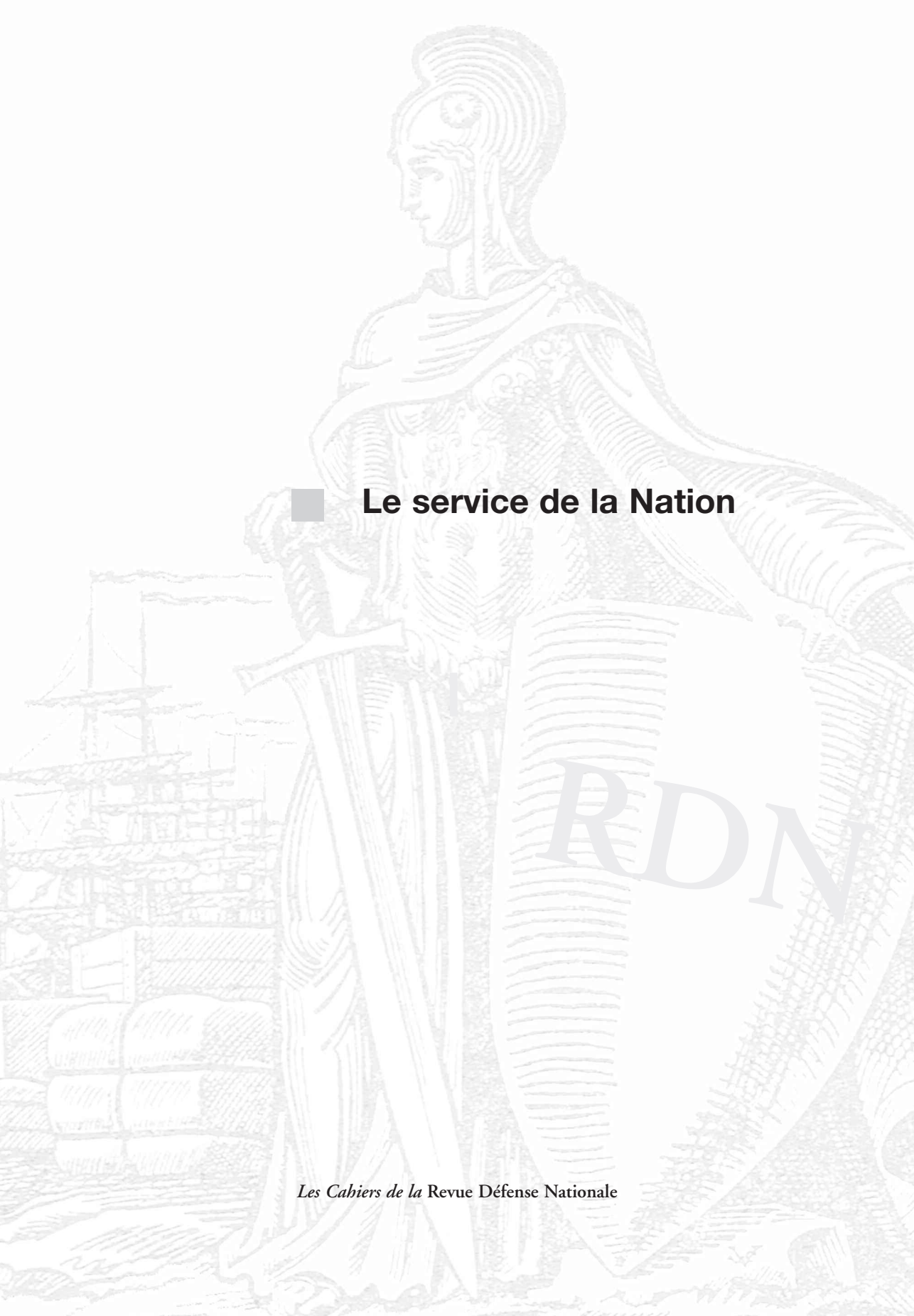
Ainsi, l'officier qui a choisi de servir la Nation aujourd'hui, se doit-il de se donner les moyens d'atteindre son but. L'excellence l'appelle. Il lui appartient d'acquérir toutes les clés de la compréhension des facteurs qui lui permettront de prendre la bonne décision au moment opportun, sous la pression, dans l'action.

Les objectifs du Sigem s'articulent en :

- un premier brassage interarmées ;
- une réflexion approfondie sur le sens de l'engagement au service de la Nation, de l'État et de ses forces armées ;
- l'acquisition d'un début de culture sur l'outil de défense, les responsabilités de commandement et l'environnement complexe dans lequel le futur officier est appelé à évoluer.

C'est pourquoi le Sigem constitue, dans le cadre des programmes de formation dispensés dans les écoles, une marche importante vers un avenir de succès et de responsabilité assumés.

Général (2S) Anne Giubbi
Directeur du Sigem 2016



Le service de la Nation

RDN

Poser la question de l'officier au service de la Nation aujourd'hui nécessite de s'arrêter tout d'abord sur celle des valeurs de l'officier mais aussi du citoyen. Dans cette approche par les valeurs, le lien Armée-Nation revêt une complexité qu'il convient d'expliquer en reprenant une courte généalogie.

Le premier texte, « Valeurs et formation des décideurs », met au cœur des enjeux de gouvernance la question des valeurs. De l'éducation à l'éthique dans le service public, aucune institution ne peut se dire « nationale » sans disposer de valeurs reconnues au niveau de la nation. Ces valeurs, de provenance parfois diverses, se diffusent par osmose au sein de la société. Parler de valeurs partagées, ici entre les armées et le reste de la société, reste néanmoins complexe. Les valeurs évoluent nécessairement, ne serait-ce qu'au niveau de leur perception, et font de leur partage un renouvellement constant. S'il était possible d'identifier un fonds permanent, il comporterait certainement les valeurs de don de soi et d'engagement, liées au choix de se mettre au service des autres.

Car derrière cette question des valeurs se tient celle de la résilience de la Nation. « **100 ans après, Verdun peut-il parler aux jeunes de France ?** », veut donner en exemple les valeurs des soldats de Verdun, par l'intermédiaire de cet emblème de la résistance dans les combats, de « l'initiative et la débrouillardise des cadres de contact », aux générations Y et Z en quête de sens et d'idéaux. « Au-delà de l'effroyable affrontement dont ils ont été les valeureux pions, tous les poilus crient surtout aux générations nouvelles combien la force humaine peut être sublimée jusqu'à l'extraordinaire, pour peu que les liens soient tissés dans la communauté nationale. »

La survie d'une nation dépend, en effet, du lien qu'elle noue avec son armée. L'histoire récente montre qu'il n'est pas toujours évident de le conserver. Écrit en 1970, « **Armée, Nation et discipline** » pose les fondamentaux théoriques nécessaires à la compréhension des difficultés qui entourent le lien Armée-Nation. Deux principes juridiques sont distingués : ceux du cantonnement (Nation armée) et de l'intégration (armée de métier). Mais ce texte amorce également une réflexion aujourd'hui préoccupante : « Comment ces petites unités [chargées de la défense opérationnelle du territoire] pourraient-elles subsister sans s'appuyer sur la complicité active de l'ensemble de la population ? »

L'article « **Armée et Nation** », bien plus récent car écrit en 2004, pourra paraître cependant plus éloigné de la situation vécue aujourd'hui, car il prend les opérations extérieures et l'intégration des militaires dans les coalitions internationales comme unique perspective d'évolution pour nos armées. Néanmoins, le point de vue qu'il apporte, celui d'un diplomate, sur les valeurs militaires et le danger qu'elles recèlent, force à la réflexion critique. Il repose la question des valeurs partagées entre l'Armée et la Nation, valeurs devant œuvrer comme un rempart aux dangers qui assaillent la société et non comme un cheval de Troie qui menacent de la détruire. Les valeurs du guerrier peuvent-elles néanmoins être assimilées à celles du citoyen-soldat ?

Les débats sur la garde nationale ou sur le service civique universel, soulevés aujourd'hui par l'ampleur des attentats terroristes, ne peuvent ignorer ces questions.

Audrey Hérisson

Valeurs et formation des décideurs

Guillaume Fayein (ENA)
Pascal Forissier (EdG)

La crise financière et économique débutée en 2008 semble avoir, par beaucoup d'aspects, dénoté une perte manifeste du sens des valeurs de la part des élites dirigeantes, et remis en cause une partie des hypothèses et des comportements sur lesquels s'était construite l'économie globalisée des dernières années. La très récente « Affaire Cahuzac » a ainsi soulevé une critique de fond sur l'absence de sens moral et de responsabilité individuelle chez certains décideurs.

Face aux enjeux qui se posent, les décideurs de demain vont avoir un besoin accru de pouvoir se référer à des valeurs dans l'exercice quotidien de leur métier, qu'il s'agisse des dirigeants politiques ou administratifs, des managers du monde économique ou des hauts commandants militaires.

En effet, les valeurs représentent un enjeu fondamental de gouvernance aujourd'hui, dans toutes les sphères de la société. Dans un rapport de 2000, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) soulignait déjà que l'éthique dans le service public y est présentée comme « nécessaire à la confiance du public » et comme constituant « la clé de voûte d'une bonne gouvernance »⁽¹⁾. Il convient dès lors de s'interroger sur le mode de transmission des valeurs en général, mais aussi de définir celles sur lesquelles se fondent la formation des décideurs aujourd'hui et les transformations à l'œuvre ces dernières années pour tenter d'établir celles qui pourraient ou devraient inspirer les décideurs de demain.

« Il n'y a pas d'éducation sans valeurs »

Toute forme d'éducation consiste à permettre à celui qui en bénéficie d'acquérir les connaissances et les fondements moraux afin de pouvoir exercer un esprit critique qui lui permettra de choisir et donc de parvenir à une certaine autonomie. C'est d'ailleurs le sens premier du mot « éducation » qui signifie étymologiquement « conduire hors de » (*ex ducere*), c'est-à-dire conduire hors de l'enfance, hors de l'ignorance pour être en mesure d'agir de manière autonome.

(1) OCDE : *Renforcer l'éthique dans le service public : les mesures des pays de l'OCDE* ; septembre 2000 ; 6 pages (www.oecd.org/fr/gov/ethique/1899469.pdf).

Les connaissances académiques seules ne suffisent pas pour cela, car une éducation pleinement équilibrée repose sur un deuxième pied constitué par les valeurs. Car « il n'y a pas d'éducation sans valeurs. [...] Apprendre, c'est parvenir à mieux faire, à mieux comprendre, à mieux être. Or qui dit "mieux" dit valeur »⁽²⁾. En effet, pour prendre une décision, il faut mener successivement deux types de réflexions : d'abord un jugement dit de connaissance, puis un jugement de valeur. Il s'agit, selon Hume, de séparer ce qui relève de la raison (les connaissances) de ce qui relève du désir ou du devoir (les valeurs). Seule l'articulation pratique entre les deux permet de poser une décision réellement réfléchie, partant de « ce que je peux faire » à « ce que je veux ou dois faire ».

La formation initiale est donc le creuset de l'acquisition de ces valeurs et ce rôle revient aujourd'hui quasiment exclusivement à l'école. En effet, le phénomène de sécularisation de notre monde moderne a entraîné l'affaiblissement du rôle intégrateur des Églises. Par ailleurs, le service national a disparu avec la professionnalisation des armées, ce qui fait que les valeurs essentielles du monde militaire (rigueur, courage, discipline, don de soi...) ne sont plus inculquées à l'ensemble de la société. Si la famille, malgré ses nombreuses mutations, reste aujourd'hui encore un lieu privilégié de la transmission des valeurs fondatrices de l'humain, l'école n'en demeure pas moins la dernière grande institution d'intégration culturelle et sociale fréquentée par tous les membres d'une même génération.

Mais face à une individualisation poussée, son positionnement devient délicat. En effet, l'école doit faire face à la culture de masse dans laquelle sont immergés les élèves depuis un âge de plus en plus précoce, avec ses puissantes valeurs hédonistes – l'immédiateté, la séduction, l'avidité. L'apprentissage de principes plus exigeants comme le sens de l'effort, la rigueur ou l'intégrité, est donc rendu d'autant plus difficile. Le débat récent sur l'introduction de cours de « morale laïque » à l'école pose ainsi la question de la place des valeurs et de leur transmission au sein de notre société. Il s'agirait de recréer du sens commun autour de valeurs partagées, en adoptant un nouveau moyen de lutter contre cet individualisme croissant.

Le rôle de la formation initiale aux valeurs est primordial et l'école a, dans ce cadre-là, une mission fondamentale pour permettre à l'ensemble de la population d'acquérir les mêmes bases du savoir « vivre-ensemble ». Pour autant, ces valeurs suffisent-elles pour devenir responsable d'une collectivité humaine ?

Des valeurs pour décider

La spécificité des valeurs des décideurs peut apparaître comme une nécessité. Dirigeants, managers et chefs militaires doivent en effet décider dans un

(2) Olivier Rebol : *Les valeurs de l'éducation* ; Puf, 1992 ; 264 pages.

univers incertain et arbitrer des situations caractérisées par leur complexité tout en étant soumis à un grand nombre d'injonctions contradictoires. Appelés à devenir des *leaders*, ils doivent porter une attention particulière au facteur humain, notamment en ce qui concerne les chefs militaires dont les actes peuvent décider de la vie ou de la mort de leurs subordonnés. En raison des responsabilités qui leur sont confiées, les décideurs doivent bénéficier d'une formation d'excellence dans laquelle les valeurs doivent irriguer l'ensemble des enseignements. Aujourd'hui plus que jamais, dans les entreprises comme dans l'administration ou les armées, le pays a besoin de cadres dirigeants capables de décider, lorsqu'elle est nécessaire, une véritable rupture et de la mettre en œuvre. Un jugement vacillant ou mal inspiré, un projet incertain ou fondé sur des valeurs erronées seraient le meilleur chemin vers la perpétuation d'un immobilisme condamnable car insupportable économiquement et socialement. Les décideurs doivent être à la fois extrêmement orientés vers l'action, tout en étant des individus très réfléchis. Leurs valeurs sont alors un outil de discernement nécessaire, un *corpus* de référence qui doit inspirer leurs actes, voire les justifier. Les valeurs doivent permettre d'éviter l'arbitraire, l'automatisme de la décision, le jugement froid que la machine peut engendrer. Elles sont donc la part d'humanité dans la décision, qui permet notamment sa légitimation.

Dans le cadre particulier de l'action publique, on est également en droit d'attendre que les décideurs soient dotés de valeurs morales fortes dès lors que l'argent dépensé est celui des contribuables, que les nominations sont faites ou validées par le gouvernement, et que la décision peut avoir des implications fortes sur la cohésion de la société. De même, le décideur public, parce qu'il jouit d'une certaine visibilité et qu'il incarne régulièrement l'État, doit être doté de valeurs fortes d'exemplarité et de service public.

La légitimité des décideurs ne peut finalement se baser uniquement sur des critères d'une compétence professionnelle ou technique acquise durant leur formation, elle doit également être fondée sur la reconnaissance d'une compétence sociale, éthique et morale, issue de l'adhésion à des valeurs, dont le caractère socialement positif fait généralement consensus, et de leur mise en pratique.

Dans ces conditions, quelles valeurs doivent aujourd'hui porter les décideurs et comment les institutions s'adaptent-elles pour former demain des décideurs adaptés à ce monde en pleine évolution ?

[...]

Quelles valeurs pour le décideur de demain ?

Notre monde *post*-moderne a délaissé les valeurs traditionnelles (liées à l'autorité, à la famille, à la religion...) pour des valeurs rationnelles (démocratie, innovation...) couplées à des valeurs d'expression (bien être, qualité de vie, créativité...). Les nouvelles aspirations du développement humain sont l'émancipation,

en lien avec la recherche d'une sagesse personnelle (quête de sens, développement personnel, ressourcement...) et l'interdépendance, en lien avec un nouvel ordre mondial à bâtir collectivement (partage, don, solidarité, gratuité, service...) ⁽³⁾. C'est ainsi que certains considèrent que la formation actuelle des décideurs ferait l'impasse sur une notion essentielle : la sagesse. Celle-ci serait en effet la capacité pour un décideur à prendre régulièrement du recul par rapport à son action, à en vérifier l'alignement avec ses valeurs essentielles, à rechercher sans cesse l'action et la pensée juste, avec la conscience de « plus grand que soi ». Elle serait une sorte de retour à une certaine forme de transcendance qui, « en faisant appel à l'intuition profonde, [permettrait] de prendre des décisions avec plus de justesse et de clarté » ⁽⁴⁾.

Les débats sur la nouvelle génération montante, fille de l'immédiateté et de la facilité offertes par *Internet*, sont nombreux ; pédagogues comme recruteurs regardent de près les évolutions de leurs étudiants comme de leurs jeunes cadres. Souvent, ces jeunes sont moins enclins que leurs aînés à accepter les responsabilités, les contraintes qui en résultent – notamment en termes de temps – et les soucis inévitables qu'elles engendrent. Préparer à la responsabilité devient ainsi un défi intéressant et délicat pour les institutions de formation.

Par ailleurs, un nouveau regard sur le monde, plus conscient, plus écologique, plus respectueux des droits de l'homme, se manifeste. Les limites du *management* moderne sont pointées par un certain nombre de sociologues (*cf.* l'affaire France Télécom), et on retrouve dans ces critiques les oppositions entre compétitivité et service public, logique du contrat et logique de l'honneur, entre recherche de la valeur et sens des valeurs. La primauté de la personne est contestée, ainsi que la coupure entre des élites technocratiques et des employés considérés comme des inférieurs. Remettre l'Homme au centre des préoccupations du décideur est donc le défi de demain, qui passera à travers un renouvellement des valeurs de solidarité ou de fraternité et de respect.

Enfin, la double prise de conscience actuelle, portant sur les limites de la nature d'une part, et celles de l'accumulation des désirs de tous ordres produits par les systèmes en place qu'elle n'a plus les moyens de satisfaire d'autre part, conduira nécessairement le décideur de demain à s'attacher à deux valeurs fondatrices. Tout d'abord la sobriété, qui permet la distinction entre l'essentiel et le superflu. Mais aussi la créativité, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération et les relations interpersonnelles.

(3) Brian Hall : *Values shift: A Guide to Personal & Organizational Transformation* ; Resource Publications, 2006 ; 286 pages.

(4) Sébastien Henry : *Quand les décideurs s'inspirent des moines : 9 principes pour donner du sens à votre action* ; Dunod, 2012 ; 264 pages.

*

**

« Dans une société donnée, plus on parle d'une valeur, d'une vertu, d'un objet collectif... plus c'est le signe de son absence. Si on proclame très haut la liberté, c'est que le peuple est privé de liberté, etc. Et plus la réalité est sombre, plus le discours est lumineux » ⁽⁵⁾. Pour certains effectivement, la crise des valeurs que notre monde *post*-moderne connaît, à travers notamment l'effacement de toute transcendance dans les repères collectifs, conduirait obligatoirement au chaos et à l'anarchie ⁽⁶⁾.

Le futur décideur ne peut s'en tenir à ce sombre constat et doit réfléchir à la place réelle des valeurs d'aujourd'hui ainsi qu'à celles qui lui permettront de construire le monde de demain. Si les écoles, qu'elles soient primaires ou supérieures, publiques ou privées, participent pleinement à l'enseignement des valeurs de la République, l'évolution du monde actuel rend cela insuffisant et doit conduire à remettre au cœur de la formation du décideur l'Homme et son environnement, le sens des responsabilités et celui du *leadership* ainsi que la conscience des conséquences de son action. Car l'illusion de ressources ou de gains illimités doit désormais faire place à la conscience de la finitude de ce qui nous entoure.

Officier breveté de l'enseignement supérieur, le capitaine de frégate **Pascal Forissier** est actuellement affecté à l'État-major des armées, au centre de planification et de conduite des opérations ; il est notamment en charge de la conduite des opérations (J3 Afrique) dans le Golfe de Guinée (mission *Corymbe*) et de l'Afrique Centrale (opération *Sangaris*).

Guillaume Fayen est issu de la promotion « lieutenant Brunbrouck » de Saint-Cyr (2007), puis de la promotion « Jean Zay » de l'ENA (2012-2013) ; il est actuellement chef du bureau du droit international public général à la Direction des affaires juridiques du ministère de la Défense.

(5) Jacques Ellul : *Le bluff technologique* (préface de Jean-Luc Porquet) ; Pluriel, 2004 ; 748 pages.

(6) Cf. Paul Valadier : *Anarchie des valeurs : le relativisme est-il fatal ?* ; Albin Michel, 1997 ; 220 pages.

100 ans après, Verdun peut-il parler aux jeunes de France ?

François Lagrange

| Capitaine de corvette, stagiaire de la 23^e promotion de l'École de Guerre (« Verdun »).

L'évocation de la bataille de Verdun renvoie dans la mémoire collective à l'Enfer sur terre, mais garde du sens pour notre société cent ans après l'événement. L'exemple du Poilu de 1916, communément désigné comme le vrai vainqueur de Verdun, peut encore parler à la jeunesse de 2016.

« Une cervelle est sur ma capote, je suis plein du sang des copains. Au fracas des obus se joignent les plaintes des agonisants. La neige tombe, il fait très froid. On se bâtit un abri avec les cadavres ». L'instantané d'un caporal du 208^e Régiment d'infanterie, au lendemain du déclenchement de l'offensive allemande voulue pour saigner l'armée française, convainc facilement que l'Enfer avait bien choisi Verdun en 1916. 300 jours, 30 millions d'obus, 15 000 tonnes de substances chimiques, pour combien de morts anonymes engloutis par la boue ? Ville emblématique de la Grande Guerre, symbole de l'atrocité des combats des temps modernes, icône de la souffrance humaine portée à son paroxysme, Verdun n'est pas seulement le temple du Poilu et la légende d'une génération, Verdun est devenu un mythe pour la Nation française tout entière. La France a survécu à une grande boucherie.

Cent ans après, la mémoire du sang et des râles d'une génération de mutilés et de suppliciés peut-elle encore parler aux jeunes de France ? À Verdun, engagés et mobilisés ont obéi à des chefs aujourd'hui accusés d'improvisation et de mépris pour la vie du soldat ; ils ont supporté un déluge de feu pour défendre quelques mètres carrés de terre lorraine, parce qu'il fallait depuis 1914, par volonté politique et sur ordre du maréchal Joffre, « coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer » : est-ce audible en 2016 ?

Les vicissitudes politiques et sociales du siècle passé brouillent notre perception de l'esprit de la Nation de 1916. Le culte de Verdun n'a pour autant pas perdu tout son écho pour des générations Y et Z peu imprégnées de transcendance mais au fond en recherche de sens et d'idéaux communs. La distance du temps permet de s'extirper de la tranchée pour en sublimer l'horreur et montrer, presque paradoxalement, la grandeur humaine.

De la mémoire au symbole

Une génération complète s'est battue à Verdun. Le rythme accéléré des relève et la Voie Sacrée ont conduit un très grand nombre de soldats et de leurs soutiens à servir sur le front de Verdun en 1916. Sans peser de façon décisive sur l'issue de la guerre, la bataille doit en outre sa renommée à l'opiniâtreté et au prestige mis en jeu par les deux belligérants. Déjà prise en 1792 puis en 1870 par l'Allemagne, Verdun est la ville impériale où Charlemagne choisit l'aigle à deux têtes pour emblème, et au fond le « cœur de la France » selon Guillaume II lui-même. L'Histoire explique la valeur symbolique de la bataille, donc son poids considérable pour le moral des deux nations.

Après la guerre, la ville est ainsi devenue un lieu de pèlerinage privilégié pour tous les combattants et leurs enfants puis petits-enfants. La jeunesse n'a plus aujourd'hui ni les témoins vivants, ni la culture historique permettant de comprendre Verdun. La terre qui respire encore le combat, les neuf « villages morts pour la France », l'ossuaire de Douaumont en font la mémoire mais les stigmates appellent un fort éclairage symbolique. Pour dépasser la seule idée du massacre inutile – déjà pondérée par les effrayantes comptabilités d'août 1914 et de la bataille de la Somme –, le sens des ossements du charnier doit être mis en lumière pour la jeunesse du XXI^e siècle.

Verdun, symbole de la résistance humaine face à l'inhumain

Verdun est la victoire du soldat avant celle du général. « Debout les morts ! » : la clé du succès tient dans ce mot célèbre de l'adjudant Péricard. Le courage individuel du Poilu, sa capacité à se relever même lorsqu'il ne semble humainement pas possible d'y croire ont été salués par tous, à commencer par leurs chefs auréolés de la gloire officielle. Rendant son mérite au soldat en 1920, le maréchal Pétain analysait qu'« une longue pratique de combat lui avait enseigné que les succès vont au plus tenace et avait développé en lui les facultés de patience et d'obstination ». Pour la grande masse, l'obéissance devait plus à l'accoutumance aux combats, confinant probablement à une forme de résignation voire d'abrutissement, qu'à une réelle exaltation. Mais repousser ses limites, puiser dans l'insondable valeur humaine reste une exhortation au dépassement de soi qui peut aujourd'hui résonner auprès d'une jeunesse dynamique mais parfois désabusée, souvent remarquée pour son aptitude à zapper plutôt qu'à persévérer.

Dans la Grande Guerre, Verdun doit son originalité à l'exiguïté du champ de bataille et la durée des combats, scène ramassée d'un puissant défi industriel. Pour trouver une fin radicale et rapide à l'enlisement du conflit, l'objectif allemand à Verdun n'était pas seulement la percée, mais surtout la mort de l'ennemi sous les bombes, son anéantissement moral, une forme de terrorisme en somme. L'Homme n'a pas voulu être vaincu par la machine industrielle, lui opposant son propre acier et son intelligence, l'initiative et la débrouillardise des cadres de contact. Jusqu'à un

réel esprit de sacrifice, tel celui des chasseurs du lieutenant-colonel Driant au Bois des Caures. Sans nécessairement réinviter à l'héroïsme, Verdun rappelle à notre siècle technique la capacité de l'humain à résister et vaincre l'inhumain.

Verdun, symbole de l'engagement pour la communauté

Si le soldat a été vainqueur de la bataille, c'est « parce qu'il a reçu du sentiment national l'impulsion nécessaire ; c'est la volonté du pays qui s'est imposée à lui », affirmait encore le maréchal Pétain. Son fameux « tourniquet », la présence de nombreux civils mobilisés dans les lignes et la Voie Sacrée ont en effet entretenu une cohésion nationale que la présence de l'ennemi à l'intérieur des terres françaises avait initialement déjà élevée. Les buts de guerre ont été acceptés par tous, ceux de la bataille de Verdun – « Ils ne passeront pas » – assumés facilement, car les Français se battaient d'abord pour défendre leur bien le plus cher avant de chercher à vaincre une armée. Après le partage de l'Empire de Charlemagne signé en 843 à Verdun, la Nation française y a retrouvé un ciment en 1916. Comme le soulignera plus tard le général de Gaulle : « Quand ils sont unis dans l'épreuve, les Français sont capables d'une ténacité et d'une solidarité exemplaires ». Rien n'unit plus que la défense du territoire, à supposer qu'il soit l'objet d'un attachement partagé. L'esprit civique commence par la connaissance de la terre commune.

L'affection pour un entourage de proximité et une terre dont on s'estimait redevable et dépositaire a ainsi forgé un socle au patriotisme. L'esprit de camaraderie a certainement constitué une vitamine pour le quotidien, l'horizon de chacun restant à cette époque restreint aux proches dans la vie comme dans la tranchée, sans pouvoir réellement juger de l'ampleur du conflit. Pétain disait encore du Poilu qu'« il avait appris aussi que dans la lutte chacun est solidaire de tous et il avait sacrifié ses habitudes individualistes, ses préjugés de classe, créant ainsi cette admirable camaraderie qui a garanti la cohésion des combattants ». L'attachement à la Patrie n'est pas un concept désincarné, il se nourrit d'abord du faisceau visible de nos liens quotidiens. La réalité actuelle de nos connexions, démultipliées et rallongées mais virtuelles, doit aussi être mesurée à cet égard.

Plus jamais ça !

Verdun est donc avant tout la victoire d'une multitude de résistances acharnées face à une volonté d'anéantissement. On discute encore à ce champ d'honneur la valeur réelle de l'héroïsme des troupes, dont le dévouement tenait aussi au conditionnement en des temps où l'horreur était devenue normale. Il reste en tous les cas un indiscutable symbole d'unité et de fierté nationales, en témoigne encore le projet du troisième porte-avions français après la Seconde Guerre mondiale, devant être baptisé *Verdun* mais finalement arrêté.

100 ans après, Verdun peut-il parler
aux jeunes de France ?

Nous sommes débiteurs de tous les poilus, qui n'étaient pour la plupart pas soldats de métier et que rien ne destinait à l'enfer de Verdun. Au-delà de l'effroyable affrontement dont ils ont été les valeureux pions, tous les poilus crient surtout aux générations nouvelles combien la force humaine peut être sublimée jusqu'à l'extraordinaire, pour peu que les liens soient tissés dans la communauté nationale. Paradoxe en apparence, parler de Verdun peut aussi montrer la grandeur de l'Homme. La ville arbore aujourd'hui le titre de « capitale mondiale de la paix », comme un vœu de « plus jamais ça ! ». Gageons que les jeunes de 2016 pourront contribuer à l'exaucer, avec les mêmes ressources que celles des poilus de 1916.

Armée, Nation et discipline

William Coulet

Chargé de cours à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Toulouse.

La place de l'Armée dans la Nation

Il est devenu banal de constater que notre siècle connaît d'extraordinaires mutations tant cela s'affirme de façon éclatante dans tous les domaines. Ces bouleversements ne vont pas sans heurts et l'adaptation des hommes soulève de multiples problèmes. Il en est un qui concerne la société dans son ensemble mais intéresse tout particulièrement la société militaire : c'est celui de l'autorité. L'autorité est aujourd'hui fréquemment contestée, par conviction ou par contagion, dans ses conditions d'exercice ou son fondement même.

L'armée ne pouvait certes pas rester indifférente à cette évolution qui met en cause un principe considéré comme le plus sûr garant de sa cohésion et de son efficacité. Une longue tradition a en effet consacré la valeur essentielle de la discipline dans l'armée. À tel point que de l'association naturelle de l'armée et de sa discipline est née une véritable assimilation : la discipline militaire constitue un phénomène profondément original, caractéristique d'un mode de vie et d'une certaine conception rigoureuse du devoir. On peut finalement considérer que l'on trouve, dans l'état de la discipline à un moment donné, un reflet fidèle et significatif de la situation de l'armée elle-même. En ce sens, la discipline militaire apparaît comme un phénomène spécifique, révélateur de la société soumise à ses règles.

Plusieurs raisons expliquent cette spécificité :

Tout d'abord il est naturel que triomphe une conception particulière de la discipline militaire si l'on admet que le sort des armes repose pour une large part sur une exécution sans défaillance des ordres. Or, le combat multiplie les obstacles à l'obéissance et, afin de tracer son devoir au subordonné avec la clarté de l'évidence, il convient de lui inculquer le respect essentiel de la discipline qui « fait la force principale des armées ». La formule réglementaire est demeurée inchangée même si sa portée est devenue désormais moins absolue mais peut-être aussi, comme nous essaierons de le montrer, plus exigeante.

La spécificité de la discipline militaire se manifeste ensuite dans l'extension même donnée à cette notion. Car la discipline générale des armées ne se limite pas,

comme la discipline du statut général des fonctionnaires, à la considération des fautes, de leurs sanctions et des garanties afférentes à ces dernières. Elle englobe, avec la répression disciplinaire, les devoirs variés des militaires, les règles applicables à la vie quotidienne (cérémonial, tenue, salut, savoir-vivre...) et les règles concernant l'exercice des libertés publiques. Il s'agit d'une réglementation détaillée régissant l'ensemble de la vie militaire.

Enfin le particularisme de la société constituée par l'armée explique la spécificité de sa discipline. La société militaire s'oppose en effet sur plusieurs points de façon caractéristique à la société civile. Tandis que les membres de celle-ci sont jaloux de leurs droits grâce auxquels ils s'efforcent d'élargir leur liberté, les membres de celle-là, ayant choisi de « servir » s'enorgueillissent de leurs devoirs. De même, à l'inverse de la société civile démocratique, la société militaire a tendance à l'autocratie. En dernier lieu, tandis que la société civile est tout entière tendue vers la recherche du mieux-être et du bonheur, la société militaire s'impose comme une précaution pessimiste, un recours « en cas de malheur » ⁽¹⁾.

[...]

L'option offerte : cantonnement ou intégration

La situation du militaire a toujours été empreinte d'une ambiguïté certaine. Faut-il réserver aux militaires une place spéciale parmi leurs compatriotes et considérer, en les privant de certains droits, qu'ils constituent une catégorie particulière de citoyens ? Faut-il au contraire reconnaître aux militaires des droits égaux à ceux des autres citoyens en suggérant même qu'ils possèdent cette qualité à un degré supérieur puisqu'ils ont choisi de défendre leur patrie par les armes ? La réponse à cette question dépend d'une prise de position fondamentale relative à l'insertion de l'armée dans la Nation.

À cet égard une première conception traduit la volonté de se prémunir contre un danger l'armée disposant du monopole de la force pour la défense de l'État risque, à la faveur de circonstances troublées, d'être tentée d'user de la contrainte à l'encontre des citoyens et de porter ainsi durablement atteinte aux libertés publiques. Instrument naturel de protection, elle peut devenir un moyen d'oppression.

La théorie juridique du cantonnement de l'armée a été élaborée pour répondre à cette crainte. Cette théorie repose essentiellement sur deux principes : d'une part, la séparation organique de l'armée du gouvernement civil par une hiérarchie et des cadres distincts ; d'autre part, la primauté du pouvoir civil qui implique subordination de la force armée aux autorités civiles.

(1) Cf. Lieutenant-colonel Bourdis : « La transformation de notre Armée » in *Revue Administrative*, 1963 ; p. 224.

Ainsi se trouve défini un de ces équilibres dont le doyen Hauriou souligne l'importance pour la stabilité de l'État. Pouvoir civil et pouvoir militaire, pouvoir civil et pouvoir religieux, pouvoirs constitutionnels entre eux, gouvernement et administration contribuent à l'équilibre de l'État que l'éminent juriste compare « à ces cathédrales gothiques dans lesquelles l'élévation de la voûte et l'ajouement des murs de la nef... n'ont été obtenus que par une sorte de défi aux lois de la pesanteur et, dès lors, ne se soutiennent que grâce aux contreforts extérieurs contrebutant deux à deux la poussée des voûtes »⁽²⁾.

La portée du cantonnement de l'armée ne saurait être limitée aux principes de séparation et de subordination. Pratiquement il apparaît qu'il implique un certain nombre de conceptions complémentaires, souvent présentées isolément et pour elles-mêmes, mais qui ne peuvent prendre leur véritable signification et leur cohérence que dans leur rapprochement. En effet, la subordination des autorités militaires au pouvoir civil suppose l'adoption au sein de l'armée d'une discipline rigoureuse, ne laissant guère de place à l'initiative. Il en résulte un strict devoir d'obéissance qui n'autorise pas le militaire à s'interroger sur la légalité des ordres reçus ; il est par conséquent couvert par eux et l'éventualité de sa responsabilité personnelle dans l'exécution des ordres se trouve écartée. Dans la logique de ce système le cantonnement entraîne aussi la neutralité de l'armée : séparée et obéissante, elle ne doit pas s'engager dans les débats politiques ni peser sur les décisions du pouvoir civil. Enfin, on constate que le principe de la Nation armée est lié au cantonnement et à la neutralité car c'est évidemment quand l'armée accueille dans ses rangs tous les hommes de chaque génération à l'occasion du service militaire qu'il faut se soucier de limiter son influence, afin d'assurer la primauté du pouvoir civil. Et le législateur de 1872 n'a pas manqué de tirer ces conséquences du cantonnement quand il a, en adoptant le système de la Nation armée, supprimé le droit de vote des militaires auxquels devait être retiré ultérieurement le droit à l'éligibilité. À la conception du cantonnement de l'armée dont on vient de rappeler de façon synthétique les différentes données, s'oppose la conception de l'intégration de l'armée dans la Nation. Selon celle-ci, il convient d'éviter de réserver à l'armée une place à part et donc de l'isoler. Il faut au contraire l'enraciner dans la Nation, l'associer étroitement aux autres éléments qui composent la réalité nationale. Même si, conformément à la tradition et au prix d'une certaine ambiguïté, les principes de séparation et de subordination sont maintenus, la conception d'une armée intégrée dans la Nation insiste bien davantage sur la nécessaire collaboration des pouvoirs civils et de l'armée.

Pareille conception, comme la précédente, implique un certain nombre de conséquences. La volonté d'intégration suppose qu'un sort comparable, sinon tout à fait identique, soit accordé aux militaires et aux civils.

(2) Maurice Hauriou : *Principes de droit public* ; 1910 ; p. 367.

Cela rend nécessaire une atténuation des points d'opposition et, en particulier, un adoucissement de la discipline destiné à la rapprocher de la discipline civile en vigueur dans le reste de la fonction publique. De même, les règles d'une subordination moins rigoureuse accordant un certain degré d'autonomie et une plus large marge d'initiative dans l'exécution des ordres, il est logique de prévoir la responsabilité personnelle du militaire agissant dans le cadre de la mission qui lui a été confiée. L'intégration de l'armée dans la Nation conduit de plus à l'abandon d'une application stricte de la neutralité car la participation des militaires à la vie nationale ne peut être obtenue que par la reconnaissance des droits de vote et d'éligibilité, c'est-à-dire des droits du citoyen. L'adoption de cette conception semble enfin s'imposer spécialement à l'égard d'une armée de métier ou d'une armée tendant vers cette formule en raison de la baisse de ses besoins en effectifs. En effet s'il est superflu de rechercher l'intégration d'une armée qui fait appel, par le jeu du service militaire obligatoire, à l'ensemble de la Nation, il devient par contre impératif d'éviter l'isolement et le sentiment d'incompréhension, qui risquent de frapper une armée de métier.

En pratique, le choix entre les deux conceptions exposées n'est pas toujours fixé avec une totale cohérence et certains termes peuvent subir, par rapport à l'ensemble, un certain décalage : ainsi des méthodes d'intégration peuvent être mises en œuvre alors que le système de la Nation armée est toujours appliqué. Mais sans doute cela résulte-t-il du fait qu'une évolution est en cours et comporte d'inévitables retards.

Quoi qu'il en soit, dans le choix ainsi offert, la France s'est désormais résolument engagée dans la voie de l'intégration de l'armée dans la Nation.

*
**

La solution française actuelle

Au cours d'une période récente plusieurs facteurs ont conjugué leurs effets pour, rendre nécessaire l'intégration de l'armée dans la Nation et la volonté d'y parvenir s'est clairement traduite en France par des manifestations diverses.

La nécessité de l'intégration semble résulter de diverses sortes de causes :

En premier lieu, dans l'évolution de la société, le progrès matériel, avec son apport de commodités mécaniques, a augmenté le confort et transformé le mode de vie de chacun. Cela aurait rendu anachronique et intolérable le maintien de l'armée dans une position d'isolement, caractérisée par l'austère rigueur de ses règles de vie. De plus, l'incroyable développement de l'information accompagnant cette évolution, en donnant des points de comparaison, prédisposait peu à l'acceptation de toute discrimination. Dans ce contexte social, l'émancipation des

jeunes a marqué une affirmation de la personnalité qui « tend à l'affranchissement des tutelles trop étroites »⁽³⁾.

Il fallait donc prendre acte de cette transformation et, en particulier, harmoniser ou au moins rapprocher les conditions de la discipline militaire avec celles en vigueur dans la société civile.

En second lieu, des causes militaires ont agi dans le même sens :

Certaines sont d'ordre technique car les progrès de l'armement et les moyens de la stratégie nucléaire ont entraîné l'inadaptation d'une armée de masse. L'armée moderne a surtout besoin de spécialistes parfaitement entraînés. Outre que la formation des appelés serait extrêmement onéreuse et peu rentable pour l'armée compte tenu de la durée relativement faible du service militaire, depuis quelques années le volume des effectifs disponibles en cas de conflit dépasse les besoins prévus au plan de mobilisation.

Si en France, où l'on est attaché au principe d'un service militaire universel et obligatoire, la conception d'une armée de métier n'a pas été retenue, une sélection plus rigoureuse du nombre des appelés et l'accroissement des cas d'exemption ont constitué des concessions faites dans le sens de ce système qui requiert le souci d'assurer l'enracinement de l'armée dans la Nation.

D'autres considérations militaires sont d'ordre psychologique et découlent d'abord des épisodes douloureux vécus par l'armée française depuis 1940. La décolonisation s'est accompagnée d'un lot amer d'espoirs déçus et d'illusions et, une fois la paix rétablie, la réadaptation des officiers ayant exercé des responsabilités exceptionnelles à une vie moins exaltante devait s'avérer difficile. Il fallait donc combattre une réaction de repliement et même d'opposition des militaires à l'égard du reste de la Nation et réaliser une sorte de réconciliation.

D'autre part, les principes nouveaux de la défense du territoire impliquaient une intégration en profondeur de l'armée dans la Nation comportant un aspect psychologique essentiel. En effet, dans l'hypothèse d'une attaque surprise ayant abouti à des destructions massives, il est prévu de confier, la résistance intérieure à des groupes de faible importance numérique, des commandos, insaisissables ayant mission de harceler l'ennemi. Cette conception de la défense opérationnelle du territoire tente ainsi de mettre à profit l'expérience de l'efficacité de l'action révolutionnaire acquise au cours de récents conflits. Mais comment ces petites unités pourraient-elles subsister sans s'appuyer sur la complicité active de l'ensemble de la population ? Il est par conséquent nécessaire que, dès le temps de paix, s'instaure une confiance réciproque qui suppose l'habitude de la collaboration et le rapprochement de l'Armée et de la Nation. À l'extrême, ce rapprochement peut conduire à une véritable assimilation, la Nation tout entière devant lutter contre l'occupant.

(3) Rapport au Président de la République précédant le décret du 1^{er} octobre 1966.

Par ailleurs, dans la situation décrite, le militaire peut se trouver livré à lui-même, isolé de ses chefs. Il disposera donc d'une très large initiative à laquelle une nouvelle conception de la discipline et du devoir d'obéissance doit l'avoir préparé.

Enfin, certaines considérations juridiques relatives aux droits étrangers et au droit international tendent à l'intégration de l'armée dans la Nation. Ainsi la pratique d'interventions militaires organisées conjointement par plusieurs États, comme cela s'est produit en Corée, et la création d'une Force d'urgence des Nations unies à laquelle s'appliquait un règlement de discipline unique, adopte le 20 février 1957, ont vraisemblablement exercé une influence favorable à une certaine libéralisation de l'armée. À la suite des comparaisons rendues ainsi possibles, n'est-ce pas toujours la règle la plus douce qui l'emporte, la règle la plus sévère apparaissant désormais intolérable ?

Mais, essentiellement, les conventions internationales consacrées aux lois et coutumes de la guerre et les principes dégagés au procès de Nuremberg pour punir les crimes de guerre ont exercé une profonde influence et marqué la détermination de rechercher la responsabilité personnelle des militaires en dépit de la justification des ordres reçus. Il en résulte un rapprochement des conditions de la responsabilité des militaires de celles qui découlent de l'application des principes généraux du droit pénal qui n'accueille qu'avec beaucoup de réticence la contrainte ou la bonne foi de l'auteur de l'acte incriminé pour écarter la responsabilité.

La prise de conscience de ces influences et de ces divers impératifs a déterminé en France une volonté d'intégration de l'armée dans la Nation qui s'est manifestée sans ambiguïté.

Il est apparu, comme le note Paul-Marie de La Gorce, que les pouvoirs publics devaient s'efforcer « de rattacher plus étroitement l'armée à la République, de lier sa transformation à celle de la société civile et d'assurer plus sûrement l'intégration du corps des officiers à une société française dont ils avaient trop longtemps été séparés »⁽⁴⁾.

Dans ce but, on pouvait se demander si le principe d'une neutralité stricte ne devait pas être remis en cause afin de permettre à l'idéologie de l'armée de s'alimenter aux sources de la politique. Ne fallait-il pas en effet méditer le mot attribué au général Giap selon lequel « la France a été vaincue parce qu'elle n'a pas fait de politique » ?

[...]

(4) *La République et son armée* ; Fayard, 1963 ; p. 670.

Armée et Nation

Gabriel Robin

| Ambassadeur de France.

Une armée ne se définit pas seulement par l'importance de ses effectifs, la qualité de son armement ou par son mode d'organisation. Pour percevoir ce qu'elle a de vivant et qui fait son unité, il faut aller au-delà de ce qui se mesure et de ce qui se compte.

Qu'est l'armée devenue ?

C'est un étrange animal qu'une armée, quand on y réfléchit. Comme la langue d'Ésope, elle peut être la meilleure ou la pire des choses : la meilleure quand, au prix de son sacrifice, elle achète le salut de la patrie ; la pire quand, soldatesque débandée, elle répand sur son passage la ruine et le deuil à la manière de ces « grandes compagnies » dont du Guesclin fut chargé de débarrasser le royaume. Elle n'est rien d'autre, par elle-même, qu'un concentré de force conçu et organisé pour tuer et détruire, contraindre et dominer de façon aussi efficace que possible. Le soldat lui-même est un être à double face : il a le visage de celui qui est voué à risquer sa vie comme un héros, et il a celui de l'homme qui est dressé à donner la mort comme un criminel.

Il s'ensuit que ni l'institution militaire, ni les hommes dont elle se compose ne peuvent être livrés à eux-mêmes : tout dépend de la cause qu'ils servent. Ils ressemblent à ces caisses de dynamite qu'il est conseillé de manipuler avec précaution et qu'il ne faut ni laisser traîner n'importe où, ni laisser tomber aux mains de n'importe qui.

L'épée, en somme, n'est jamais qu'un instrument : il est bon que sa lame ait le fil tranchant et la pointe acérée ; mais si sa poignée n'est pas confiée à une main ferme et responsable, elle sera plus dangereuse qu'utile et inquiétera au lieu de rassurer.

L'expérience des siècles en a depuis longtemps tiré la conséquence qui s'impose. La force armée, quand elle devient la propriété de ceux qui la détiennent, transforme ces derniers en une horde de mercenaires, prête à se vendre à qui la paye, ou en une bande de pirates sans autre objet que le butin. Une armée n'est digne de ce nom que pour autant qu'elle relève d'une Nation dont elle a pour

mission de défendre les intérêts, de qui, exclusivement, elle prend ses ordres et dont elle tient à honneur d'arborer le drapeau. Pas d'obligation plus impérative, par conséquent, pour une armée que d'être nationale.

Une armée nationale...

Pendant longtemps, cette obligation n'a eu aucune raison de poser problème : avec l'armée de conscription, elle était comme remplie d'office. L'armée, en effet, faisait corps avec la Nation ; elle était la Nation en armes ; l'une se nourrissait de l'autre par le moyen de cette transfusion renouvelée que représentait chaque année l'incorporation du contingent. Entre les deux, il y avait moins subordination que symbiose. Le civil était un militaire en puissance, le militaire, un civil sous l'uniforme. Du premier au second, le patriotisme pouvait changer de degré, non de nature : il restait toujours, essentiellement, celui du citoyen.

Avec une armée de métier, les choses ne vont plus de soi : l'armée et la Nation cessent de bénéficier d'une harmonie préétablie. Entre elles, le cordon ombilical n'est pas rompu, mais il se distend. L'armée ne devient pas un corps étranger au sein de la Nation, mais elle prend conscience de constituer un corps distinct, à l'instar des autres grands corps de l'État ; elle redécouvre et réapprend à cultiver son esprit de corps. De celui-ci, le service de la Nation continue à être un élément majeur ; il suffit de moins en moins à le définir tout entier. Il est, en effet, ce que le militaire partage avec les autres catégories de serviteurs de l'État, et donc ce qui le banalise au lieu de le distinguer. Quand l'armée veut affirmer son identité et marquer sa différence, c'est vers d'autres valeurs qu'elle est tentée de se tourner. Elle remet à l'honneur les austères vertus de la discipline et du sacrifice, l'ascèse du combat et le mépris de la mort, la science des armes et l'esprit de compétition, la fraternité d'armes et l'enivrement de la victoire ; bref, tout ce qui, depuis toujours, fut l'apanage du guerrier. Les militaires prennent moralement leurs distances d'avec le reste de la Nation.

...qui s'internationalise

Ils les prennent aussi physiquement. Le théâtre de leurs exploits se détache du sol national jusqu'à s'en éloigner de beaucoup. C'est dans les Balkans, en Afghanistan ou dans les profondeurs de l'Afrique qu'ils vont accomplir leurs faits d'armes. Les expéditions plus ou moins lointaines qui deviennent leur lot n'ont pas seulement pour effet de les dépayser géographiquement ; elles les transportent dans un autre univers qui est particulier en ce qu'il est à la fois militaire et international. Le contingent français opère presque toujours, en effet, en conjonction avec d'autres contingents, alliés mais étrangers ; il devient partie d'un ensemble où il s'insère, se coordonne et souvent se subordonne. Les officiers qui le commandent se trouvent comme jetés au carrefour de deux hiérarchies, nationale et internationale, et de deux solidarités, celle qui lie des compatriotes et celle qui naît entre gens de même métier.

Les opérations, enfin, où est engagée l'armée française n'ont plus avec l'intérêt national, le rapport simple et évident qui était le leur quand elles s'inscrivaient dans la défense du sol de la patrie. Elles répondent moins à une nécessité nationale qu'à un calcul politique ; elles n'opposent pas clairement amis et ennemis, mais conduisent le plus souvent à s'interposer entre des camps dont il est parfois difficile de savoir s'il faut les traiter en adversaires ou en partenaires ; elles n'ont pas pour but, en général, de remporter la victoire, mais de créer une situation dont les diplomates, pour des raisons comprises d'eux seuls, accepteront de se satisfaire. Projeté dans ces conflits d'un type nouveau dont il ne maîtrise ni les données ni les enjeux, le militaire professionnel ne laisse pas d'y jouer un rôle central ; directement au contact des réalités et en possession des moyens de l'action, c'est sur lui, dans bien des cas, que pèse la responsabilité de décider en temps réel. Comment s'étonner si son point de vue ressemble à celui de ses confrères occupant des postes analogues même s'ils appartiennent à d'autres nationalités ; et si, en revanche, il est très éloigné des idées qu'on se fait dans les réunions d'état-major ou dans les bureaux d'un ministère.

Infiniment plus qu'au temps de la conscription, l'officier d'aujourd'hui est amené à penser et à agir avant tout en soldat de métier ; infiniment plus, par conséquent, il est exposé à la tentation de préférer les devoirs de sa profession aux disciplines de sa Nation : il n'a pas seulement de meilleures raisons d'y céder, il en a plus souvent l'occasion. Son enracinement national, il est vrai, demeure trop profond pour que des tensions inhérentes à cet état de choses dégénèrent en déchirements. Placé devant un cas de conscience, gageons que le militaire français se souviendra qu'il est Français avant d'être militaire. Et de toutes façons, ni le passage à l'armée de métier, ni la banalisation des opérations dans les théâtres extérieurs, ni l'habitude du travail en coalition ne sont choses sur quoi il soit loisible de revenir : elles correspondent à des nécessités incontournables de notre temps. Il est donc aussi impossible d'en refuser les conséquences qu'injustifié de s'en inquiéter.

Le couple armée-Nation

Sous prétexte, cependant, que le couple armée-Nation est assez fort pour résister à bien des vicissitudes, on aurait tort de le croire indestructible et d'imaginer qu'on peut le soumettre impunément à n'importe quelle épreuve. À défaut d'empêcher sa lente érosion, au moins serait-il avisé de ne pas provoquer sa rupture. À ce qui relève en ce sens de la fatalité des choses, mieux vaudrait ne pas ajouter ce qui dépend de la volonté des hommes.

Cette mise en garde est moins inutile qu'elle ne semble. Deux phénomènes, en tout cas, lui donnent quelque pertinence.

Intégration

Le premier, dans sa double version européenne ou atlantique, a nom intégration. Aux raisons et aux occasions qu'a le soldat de métier de prendre ses distances d'avec la Nation, l'intégration ajoute le poids d'une tendance lourde et qui peut devenir irrésistible. Avec elle, l'internationalisation du métier militaire impliqué par les opérations extérieures, change de caractère. Sans intégration, elle est momentanée, ponctuelle, épisodique ; avec l'intégration, elle devient permanente ; le fait passe en habitude ; l'exception se fait règle. Dans le premier cas, des contingents d'origines nationales diverses se mêlent pour les besoins et pour la durée du combat, mais, celui-ci terminé, chacun rentre chez soi et retrouve son identité. Dans le second, les liens noués dans l'action persistent après elle ; coordination et subordination cessent d'être simplement opérationnelles pour devenir organiques. À côté et au-dessus des hiérarchies nationales s'élève une hiérarchie internationale qui, avec le temps, impose ses usages, ses lois, son autorité. L'international ne peut ainsi se supranationaliser sans qu'à la longue le national ne s'en trouve dénationalisé.

Même si les choses ne vont pas jusque-là, une armée livrée aux contraintes de l'intégration n'en sort pas indemne. Tel de ses éléments sera intégré dans un corps franco-allemand, tel autre figurera dans un corps européen, tel autre encore, ou le même, fera partie d'une force d'action rapide de l'Otan, tandis que, certaines de ses unités iront s'agréger à toute une série d'ensemble bi ou multinationaux, terrestres, navals ou aériens de tous formats. Ainsi éclatée, démembrée, écartelée entre des modules disparates, obéissant à des procédures d'activation et de commandement différents, une armée gardera difficilement l'unité et la disponibilité qui, dans la main de ses chefs, en font l'armée de la Nation.

Au-delà de ces conséquences qu'on pourrait dire mécaniques de l'intégration, il faut tenir compte de ses conséquences morales. Dans une coalition, avon-nous dit, l'officier est à l'intersection de deux solidarités et de deux hiérarchies. Au sein d'une organisation intégrée, la dualité qui en résulte dans son esprit ne correspond plus à un accident de carrière : elle est l'une des dimensions de la condition militaire contemporaine.

Dualité apparente, dirait-on, puisque entre alliés intégrés, il reste comme entendu qu'aucune divergence n'est concevable. Chacun sait cependant, que ce postulat décrit ce que la réalité devrait être, nullement ce qu'elle est. Assez d'exemples célèbres sont là pour l'attester. Parmi d'autres on en rappellera deux. Le premier est celui de l'armée de Lattre qui, dans l'hiver 44, refusa d'évacuer Strasbourg contrairement à l'ordre reçu du général Eisenhower qui commandait en chef les forces alliées. Le second, plus proche de nous, est celui du général britannique, commandant au Kosovo, qui, malgré les ordres de son supérieur hiérarchique otanien, s'abstint de déloger de force le contingent russe qui avait inopinément débarqué sur l'aérodrome de Christina.

Nul doute que les cas de ce genre, même si c'est à un niveau plus modeste, ne soient légion. Ce qui empêche de s'en rendre compte c'est que dans toute la mesure du possible, on prend soin de les envelopper d'un silence pudique. Il est peu d'officiers, sans doute, qui n'aient eu l'occasion de découvrir qu'entre ce qu'ils savent des souhaits de leur hiérarchie nationale et ce qu'ils reçoivent comme directives de leur hiérarchie intégrée, il peut y avoir un peu plus que des nuances. S'initier aux dangereuses tentations de l'obéissance critique, apprendre à choisir entre les ordres, à s'en passer ou à s'en donner à soi-même, ce n'est là que le premier stade de l'expérience. Le second conduit à se demander laquelle des deux filières de commandement, la nationale ou l'intégrée, est la plus éclairée, récompensera le mieux les services et favorisera davantage le succès d'une carrière. Si la filière intégrée se trouve être celle de l'allié le plus puissant, le mieux pourvu, le plus prestigieux, le choix peut devenir cornélien ; mais n'est-ce pas déjà trop pour un militaire que le simple fait d'être confronté à un choix ? N'est-ce pas à lui, en effet, que convient, par excellence, l'adage évangélique : nul ne peut servir deux maîtres.

L'idée de Nation

L'intégration, on le voit, est susceptible d'atteindre en profondeur le moral d'une armée. Encore ses effets seraient-ils moins pernicieux s'il n'y avait un autre phénomène à prendre en compte et on aurait moins lieu de s'en inquiéter si aux progrès de l'intégration ne s'ajoutait le recul de l'idée de Nation.

Pendant longtemps et, naguère encore, la Nation a représenté la valeur suprême, celle, du moins, qui, dans l'ordre temporel, l'emportait sur toutes les autres, et la seule qui justifiait qu'on y sacrifiait sa vie. Une aura sacrée entourait son nom, son drapeau, son hymne ; le culte qu'on lui rendait était sans rival. Le temps de cette sorte de monothéisme de la Nation est révolu.

On veut bien encore rendre à la Nation quelques honneurs pourvu qu'elle consente, sous le nom de patrie, à se laisser refouler dans un passé inoffensif, à ne plus régner qu'autour des monuments aux morts et à abdiquer toute prétention à gouverner l'avenir. Pour le reste, elle doit souffrir qu'on instruisse publiquement son procès et qu'on fasse d'elle le bouc émissaire de tous les péchés du XX^e siècle. On en est à ne plus très bien savoir si elle mérite encore une place au panthéon de la modernité qu'ont récemment envahi des divinités plus jeunes, plus avenantes et plus dignes de susciter la dévotion des fidèles. Ornées de majuscules, elles s'appellent Démocratie, Droits de l'Homme, Occident, Europe et auprès de leurs nobles images, brillantes d'un éclat tout neuf, il faut bien admettre que la Nation avec ses vieux ors ternis fait triste figure.

Sa silencieuse déchéance n'était encore écrite, cependant, que sur les sables mouvants de l'esprit public ; pour devenir sans appel, elle avait besoin du sceau d'une attestation officielle. Voilà qui est chose faite. Les trois couleurs avaient le

privilège d'être seules à flotter au fronton des édifices publics pour exprimer la fierté de la Nation, comme elles étaient seules sur le cercueil des héros à qui la patrie voulait témoigner la tendresse de sa reconnaissance. Désormais, quand sur les écrans de la télévision, le chef de l'État célèbre la liturgie des ses apparitions solennelles, un nouveau rituel est de rigueur : il exige que, derrière lui, le drapeau national ne soit plus seul à l'accompagner, mais que ses trois couleurs ne paraissent que mêlées aux plis étoilés de la bannière européenne.

Il ne s'agit pas là seulement de mettre fin à un monopole jugé abusif, mais de proclamer qu'il n'est plus permis d'arborer le drapeau de la France sans le couvrir du pavillon de l'Europe. Tout se passe comme si cette promiscuité lui était indispensable pour lui servir de caution, sinon d'excuse, et comme si on voulait signifier que la France était à ce point retombée en enfance qu'elle ne pût se produire en public que tenant la main de sa gouvernante européenne. Tel est le message : il est sans équivoque et il a d'autant plus de poids qu'il tombe de plus haut. Parti du sommet de l'État, il s'adresse à tous, mais le soldat en est doublement destinataire comme citoyen et comme militaire, puisque le chef de l'État est en même temps chef des Armées.

*

**

Le vrai danger pour le couple armée-Nation n'est pas d'ordre physique mais moral. Peu importe si, avec le passage à la professionnalisation et la multiplication des opérations lointaines, la distance physique semble s'accroître au sein du couple ; l'essentiel est que l'armée garde, avec le culte de la patrie et la religion du drapeau, l'esprit national. Mais comment l'armée continuerait-elle de croire si la Nation cesse de croire en elle-même ? Il faut être deux pour faire un couple et le problème, ici, n'est pas tant que l'Armée risque de manquer à la Nation ; il est que la Nation manque à l'Armée.



■ **La complexité du monde**

RDN

À la complexité de la question du couple Armée-Nation aujourd'hui s'ajoute celle du contexte international. Le monde du XXI^e siècle n'a plus cette apparence – car il ne s'agissait bien sûr que d'une apparence – de simplicité stratégique que lui donnait la rivalité bipolaire de la guerre froide. Après un rapide panorama des multiples menaces qui pèsent sur le monde, il s'agira de s'intéresser plus particulièrement à celles qui touchent la France, notamment sur son territoire national.

Le texte « **Ruptures et confrontations stratégiques au XXI^e siècle** » permet de balayer un horizon stratégique complexe et de présenter, avec une très grande clarté, les enjeux actuels. L'émergence de l'Asie, les fortes incertitudes dans le monde arabo-musulman, les ambitions russes renouvelées, ainsi que la persistance de la menace nucléaire sont autant de risques qui se mêlent les uns aux autres pour tisser un monde, en ce début de XXI^e siècle, où le danger est globalisé et permanent.

Pour tenter de démêler un des aspects de cette complexité, l'article « **Les incertitudes stratégiques liées aux “révolutions” arabes** » revient sur des événements qui ont été qualifiés par les Occidentaux de surprise stratégique. La complexité politique et humaine des sociétés arabo-musulmanes ne leur avaient pas permis d'anticiper ces révoltes. De même, leur lecture culturellement biaisée par l'idéal démocratique ne leur laissait pas imaginer les victoires des islamistes aux élections qui ont suivi, notamment en Égypte. Il est devenu plus que nécessaire aujourd'hui de décrypter le niveau d'intégration socio-politique de l'islamisme dans les sociétés musulmanes du Proche et du Moyen-Orient, mais aussi d'Afrique.

Le djihadisme, qui vient frapper jusque sur notre sol national, se nourrit en effet de l'islamisme, idéologiquement mais aussi, de façon opportuniste, en profitant des ferments de révoltes que celui-ci a patiemment inséminés au cœur de la population. L'article « **Anciens clivages et nouveaux enjeux en Syrie : un défi pour les équilibres Sykes-Picot** » offre une lecture lumineuse du djihadisme, et plus particulièrement de celui de *Daesh*, en remontant cent ans plus tôt, au découpage des zones d'influence en Syrie et en Irak. La complexité stratégique se tisse à la fois dans l'espace, selon les lignes des rapports géopolitiques, mais aussi dans le temps, selon les lignes de l'histoire des relations internationales.

Protéger la Nation de ces menaces demande de comprendre ces complexités socio-politiques et stratégiques qui font le monde du XXI^e siècle dans lequel nous vivons et dans lequel « nous sommes en guerre ».

Audrey Hérisson

Ruptures et confrontations stratégiques au XXI^e siècle

Louis Gautier

Directeur de la chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains ». Professeur associé à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

La chaire sur les « Grands enjeux stratégiques contemporains » de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a conclu les travaux de sa deuxième édition dans un contexte international qui vient renforcer la pertinence des thèmes abordés. Si les travaux de l'année 2014 avaient été l'occasion de poser les bases de notre réflexion, l'actualité internationale nous a conduits à orienter cette année nos travaux sur quelques thématiques clefs, autour de certaines « ruptures et confrontations stratégiques au XXI^e siècle ».

La qualité des intervenants d'horizons variés nous a ainsi permis de disposer d'éclairages et d'analyses nourries sur les sujets retenus pour cette session 2015. Une part significative des interventions a porté sur les perspectives stratégiques en Asie, sujet également abordé à l'occasion du colloque de clôture de la chaire. Compte tenu de la recomposition géostratégique en cours, nous avons également souhaité orienter aussi le projecteur sur le monde arabo-musulman qui subit d'importantes secousses et sur la Russie, marquée par une prise de distance et même une logique de confrontation avec le monde occidental. Enfin, et alors que les risques de prolifération restent une préoccupation majeure, il nous paraissait important d'organiser des échanges sur la dimension nucléaire de l'architecture internationale de sécurité.

Cette présentation du cycle des conférences de l'année 2015 entend dégager quelles en furent les lignes de force et les principales conclusions. Elle introduit aussi les contributions à son colloque de clôture, réunies ici dans ce dossier de la *Revue Défense Nationale*.

L'émergence de l'Asie et ses enjeux stratégiques

Comme eut l'occasion de le développer M. **Chung Min Lee** lors de ses deux interventions sur les lignes de fracture et les tendances lourdes en Asie, les rivalités qui affectent cette zone peuvent non seulement perturber la sécurité régionale mais aussi l'ensemble de la communauté internationale. En effet, le développement asiatique se poursuit sur fond de compétitions régionales et internationales. Le renforcement économique de cette région, sa démographie et son poids

géopolitique conduisent les États à affirmer, et parfois brutalement, de nouvelles ambitions en politique étrangère et dans le domaine militaire.

M. Jing Dong Huan est revenu plus spécifiquement sur le rôle de la Chine, dont la prétention à un *leadership* régional voire mondial s'appuie aujourd'hui sur une politique étrangère dynamique et sur le renforcement de son outil militaire, incluant la dissuasion. Cette politique est à l'origine d'un accroissement des tensions en Asie-Pacifique. La persistance des incidents dans les mers de Chine (orientale et méridionale) confirme, à cet égard, les positions unilatérales et l'intransigeance de Pékin lorsque ses intérêts sont concernés.

C'est dans ce contexte de l'expansion chinoise que plusieurs États de la région, notamment le Japon, ont fait le choix d'accroître leurs dépenses de défense. Cette modernisation accélérée de l'appareil de défense, en décalage avec le choix de nombreux États occidentaux (Europe, en premier lieu), participe au bouleversement de l'équilibre international et des rapports de forces dans la région.

Le séminaire de clôture relatif aux enjeux stratégiques en Asie a notamment été l'occasion de souligner l'intérêt stratégique renouvelé à l'égard de puissances périphériques dans la région et de mettre en évidence quelles sont leurs préoccupations de sécurité. Les États-Unis procèdent ainsi à une politique de rééquilibrage vers l'Asie, de même que la Russie qui poursuit activement une diplomatie de rapprochement avec plusieurs pays de la région.

Fortes incertitudes dans le monde arabo-musulman

Les crises internes au Moyen-Orient perturbent profondément la sécurité de nombreux États et grèvent la stabilité de leurs voisins affaiblis. À ce sujet, **Gilles Dorronsoro** a eu l'occasion d'évoquer, derrière la multiplication des troubles et des violences, l'ampleur des confrontations entre États de la région. Celles-ci alimentent l'opposition confessionnelle, au départ pas nécessairement marquée entre sunnites et chiites. Une telle situation est également observée du Liban à l'Afghanistan en passant par le Yémen.

L'effet des révolutions dans le monde arabe n'est pas encore estompé et la région reste en proie aux perturbations. L'évolution encourageante de la situation en Tunisie mérite, à cet égard, d'être signalée, car c'est aujourd'hui le seul pays où le soulèvement populaire a donné lieu à une véritable transition démocratique. Il pourrait dans ces conditions faire office de modèle pour les autres acteurs régionaux. Cette dynamique positive mérite d'autant plus d'être encouragée qu'elle est précaire. La situation sécuritaire dans ce pays est, par ailleurs, fragilisée par les agissements de groupes ou d'individus qui ont épousé la cause du *djihad*. En effet, beaucoup de ressortissants tunisiens sont impliqués dans l'organisation terroriste *Daech* dans la région du Levant et le voisin libyen demeure hors de contrôle. Le cas de l'Algérie suscite aussi l'attention. La situation dans ce pays dont le régime est en

phase de transition peut venir directement ou indirectement fragiliser la stabilité déjà problématique de la région et notamment la gestion de la sécurité dans la bande saharo-sahélienne.

M. Kazuto Suzuki a eu l'occasion de revenir sur le regain de l'influence iranienne qui reste une source de vive préoccupation des États du Golfe, Arabie saoudite en premier lieu. Les tensions entre Riyad et Téhéran s'expriment notamment aujourd'hui par un jeu d'influence, d'ingérence ou d'intervention dans de nombreux pays de la région (Yémen, Liban, Irak, Syrie). Elles alimentent les clivages confessionnels entre chiïtes et sunnites.

Le rôle joué aujourd'hui par la Turquie au Proche et Moyen-Orient mérite une certaine vigilance. Située au carrefour de l'Europe et du Moyen-Orient, le soutien de ce pays aux mouvements proches des Frères musulmans a été générateur de tensions avec plusieurs pays de la région (Israël, Égypte, Arabie saoudite). En outre, l'appui de la Turquie à certains mouvements radicaux, notamment en Syrie, mérite une attention suivie.

Des ambitions russes renouvelées

Force est de constater que le continent européen est de nouveau touché par la guerre. Le conflit dans le Donbass a généré de très nombreuses pertes et le retour à la normale prendra du temps. La Russie s'est engagée dans une politique d'intimidation et de pression à l'égard de l'Ukraine. Au-delà, l'annexion de la Crimée a remis en cause le principe d'inviolabilité des frontières et montre l'affaiblissement du système international de sécurité.

Avec la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée, la Russie a entendu réaffirmer sa puissance, affaiblie depuis la fin de la guerre froide. **M. Andrei Gratchev** rappelle sur ce point que la doctrine du président Poutine ne date pas de cette séquence mais a été esquissée dès 2007 pour marquer l'insatisfaction russe vis-à-vis du nouvel ordre international *post*-guerre froide et qu'elle a été déclinée pour la première fois lors du conflit russo-géorgien, en 2008.

Les ambitions de la Russie se sont accompagnées du renforcement de ses capacités militaires, à travers un plan de modernisation très ambitieux initié en 2008, et faisant appel à des moyens conventionnels et à un mode opératoire hybride, combinant l'engagement à faible niveau de visibilité et des techniques variées, intégrant l'influence et le cyber.

Au-delà des capacités conventionnelles, la Russie se montre soucieuse de la modernisation de ses capacités nucléaires. Comme **M. Brad Roberts** a eu l'occasion de le préciser, cette dynamique pourrait conduire ce pays à prendre ses distances avec ses engagements internationaux dans ce domaine. Cette tendance préoccupante s'accompagne d'ailleurs d'interrogations sur les conditions d'emploi potentielles de

ces armements. Ces évolutions de la position russe pourraient cependant être atténuées par l'effet des sanctions occidentales et la baisse concomitante du prix des hydrocarbures qui impactent très significativement l'économie et pourraient l'amener à réviser son niveau d'ambition, tant en matière de politique étrangère que dans le domaine de la défense.

En tout état de cause, cette politique de puissance, comme le souligne M. Andreï Gratchev, a conduit la Russie à s'éloigner des pays occidentaux pour tourner son regard vers l'Est. Si les États *post*-soviétiques demeurent sa priorité, sa politique étrangère s'oriente désormais vers son voisin chinois et plus largement sur la région Asie. Aujourd'hui, le projet d'Union eurasiennne porté activement par le président Poutine suscite des marques d'ouverture des proches États concernés.

Persistance de la menace nucléaire

Dans le contexte actuel, la menace liée à la prolifération des armes de destruction massive et leurs vecteurs est toujours bien présente. Les risques de prolifération nucléaire et balistique ne sont nullement une menace endiguée. Dans sa présentation, M. **Brad Roberts** a rappelé qu'aucune des conditions qui pouvaient plaider pour un désarmement n'est aujourd'hui réalisée. Parmi les principales menaces dans ce domaine figurent sans surprise la crise de prolifération en Corée du Nord, et, aujourd'hui encore, celle en Iran.

Comme l'a rappelé M. **Azar Gat**, les négociations actuellement engagées en faveur de la résolution de la question nucléaire iranienne sont déterminantes. On peut craindre qu'en cas d'accession de l'Iran à la capacité d'armer des vecteurs nucléaires, d'autres États de la région, dans le Golfe en particulier, chercheront à se doter d'une capacité équivalente. Dans ces conditions, l'hypothèse de la signature d'un accord avec l'Iran, qui pourrait intervenir à la fin du premier semestre 2015, permettrait d'atténuer significativement de tels risques.

La Corée du Nord est désormais qualifiée aujourd'hui par certains, depuis l'essai de 2013, d'État nucléaire. L'imprévisibilité du régime et son sens de la provocation confirment toute l'attention qu'il faut continuer de porter au régime et à son évolution. Dans un autre ordre d'idées, l'évolution de la situation au Pakistan ne peut nous laisser indifférents. L'érosion progressive de cet État, ajoutée à ses difficultés économiques, laissent peser une incertitude sur la capacité de ce pays doté de l'arme nucléaire de conforter son futur. Le séminaire de clôture a d'ailleurs été l'occasion de constater que la problématique nucléaire en Asie s'assimilait désormais davantage à une course aux armements nucléaires qu'à une logique de lutte contre la prolifération.

De manière plus générale, les capacités nucléaires des États concernés font l'objet de travaux de modernisation sur une large gamme et portant aussi bien sur l'arme que sur les vecteurs. Comme évoqué, la Russie poursuit le développement

de ses capacités nucléaires dans le cadre de son programme de modernisation et dans un esprit de rivalité avec les États-Unis. Il en va de même avec la Chine qui dispose d'un arsenal de moins grande ampleur mais poursuit activement son programme de modernisation.

Fort de ces constats, la conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015 a montré la sensibilité des débats, qui visaient à introduire un déséquilibre entre les exigences de désarmement formulées par certains États et les engagements à lutter contre les crises de prolifération. Plus que jamais, la volatilité de la situation internationale vient confirmer l'importance de disposer de cette garantie ultime mais aussi de consolider l'architecture de sécurité internationale.

Les incertitudes stratégiques liées aux « révolutions » arabes

Mustapha Benchenane

Politologue, professeur à Paris V. Conférencier au Collège de défense de l'Otan à Rome.

Depuis trois ans, une vaste zone, allant de l'Atlantique au golfe Arabo-Persique et incluant le Sahel, est sortie d'une relative stabilité politique qui a duré plusieurs décennies, pour plonger dans des troubles et une instabilité qui affectent, à des degrés différents, tous les pays qui la composent.

Auparavant, la situation semblait « rassurante » pour les États du Nord de la Méditerranée : au Sud, des régimes autoritaires étaient apparemment solidement installés ; ils présentaient une façade « modernisante » trompeuse ; ils étaient liés par des Accords d'association à l'Union européenne et ils participaient à tous les « dialogues » auxquels on les conviait, qu'il s'agisse du Processus euro-méditerranéen de Barcelone à partir de novembre 1995, ou de l'Union méditerranéenne promue en 2007, sans oublier le Dialogue méditerranéen de l'Otan lancé en 1994 et le « 5 + 5 » du bassin occidental. Ces régimes avaient le grand mérite de lutter contre l'« islamisme » et leurs services de sécurité coopéraient étroitement avec leurs homologues du Nord dans la guerre contre le terrorisme, surtout à partir du 11 septembre 2001. Certains d'entre eux participaient même à la politique d'endigement de l'immigration clandestine en direction de l'Union européenne. Tout allait donc pour le mieux et cela d'autant plus que, au Nord, était largement partagée la conviction que ces peuples ne pouvaient être gouvernés que de façon directive. On fermait donc les yeux sur tout : les abus dont se rendaient coupables ces pouvoirs, les violations systématiques de la légalité, leur déficit de légitimité, leur maintien par la coercition et les fraudes électorales, l'absence d'État de droit, les enrichissements sans cause d'une minorité, le creusement des inégalités sociales, autant d'ingrédients alimentant les sentiments de désespoir et d'humiliation des populations, des sentiments en partie instrumentalisés par les extrémistes.

Les troubles qui ont éclaté d'abord en Tunisie en 2011, puis en Égypte, ont abouti à la chute du président Ben Ali le 14 janvier 2011, suivie de celle du président Moubarak au Caire le 25 février. Ce fut une surprise pour tout le monde. Pourtant, des événements antérieurs survenus en Algérie à partir d'octobre 1988 et leurs conséquences tragiques, auraient dû attirer l'attention sur ce qui risquait de se passer ailleurs.

En Algérie, en effet, la spirale infernale présentait certaines similitudes avec ce qui se déroule depuis trois ans dans certains pays : des manifestations qui dégénèrent en émeutes. Les forces de l'ordre tirent, tuant des centaines de personnes. Le pluralisme politique est instauré. Aux premières élections libres jamais organisées, les « démocrates » se présentent en rangs dispersés. Les « islamistes », seule force organisée hormis l'armée, en sortent victorieux. L'armée intervient lourdement pour empêcher le déroulement du processus démocratique et dès lors, ceux que l'on a brutalement écartés du pouvoir prennent les armes. S'ensuivent dix années de guerre contre le terrorisme ; décennie 1990 en Algérie. L'Égypte, entre autres, pourrait s'inscrire dans ce processus à cause du renversement du président M. Morsi par les militaires le 3 juillet 2013.

Si donc « Printemps arabe » il y a, il a commencé en Algérie en octobre 1988 mais on n'en a tiré aucune leçon, d'où la « surprise » depuis 2011...

Toute cette zone située au Sud de la Méditerranée et qui couvre aussi une partie du Proche-Orient en particulier l'Égypte, le Liban, la Syrie, l'Irak, le Yémen est devenue une « zone des tempêtes » et elle le restera longtemps.

S'agissant des causes, les plus importantes sont de nature structurelle. Quant aux incertitudes stratégiques, elles sont dues à la multiplicité d'acteurs aux intérêts divergents et à l'incapacité de ces peuples et de leurs élites à renouveler leurs systèmes d'appartenance et de croyances.

Des causes structurelles

L'importance du diagnostic

Le vocabulaire n'est pas neutre. Les uns parlent de « Printemps arabe », d'autres d'« Hiver arabe », certains disent qu'il s'agit de « révolutions », d'autres de « révoltes ». Les premiers ont cru qu'il s'agissait d'un mouvement irréversible vers la liberté et la démocratie, comme si des peuples qui n'ont jamais connu ce type de régime, pouvaient s'y adonner du jour au lendemain. Les seconds, évoquent l'« hiver » pour dire que la situation est pire que celle qui précédait. Il reste donc « révolutions » ou « révoltes » ?

Dans aucun de ces pays, il ne s'agit de révolutions. En effet, pour que se produise un événement si radical et d'une portée incommensurable dans tous les domaines, certaines conditions doivent être réunies, de façon cumulative. Il faut certes des conditions d'existence matérielles et psychologiques devenues insupportables pour une partie importante de la population qui n'a « plus rien à perdre sinon ses chaînes ». Mais cela ne suffit pas. L'existence, en amont, d'un substrat culturel et intellectuel, est déterminante. Il n'y aurait pas eu de révolution en France en 1789 si elle n'avait pas été précédée par la « philosophie des Lumières » qui a transformé les mentalités, du moins celle des élites. La révolution dans les

esprits a précédé l'organisation et l'action. En Russie et en Chine, il y a eu l'idéologie marxiste qui a, peu ou prou, joué ce même rôle.

La dimension culturelle et intellectuelle s'accompagne de l'émergence d'une « avant-garde » capable d'analyser les situations complexes et de les traduire en mots d'ordre, en slogans simples et opératoires. Ce fut le cas dans les trois pays évoqués. Mais la Tunisie et l'Égypte n'ont été capables que de produire : « dégage », de façon spontanée, sans organisation et sans *leader*.

Habituellement ces facteurs sont mis au service d'un objectif stratégique : l'émergence d'un « monde nouveau », la naissance de l'« homme nouveau », un ordre caractérisé par l'« égalité », la « fraternité », la « liberté ». L'ensemble de ces éléments compose le « souffle révolutionnaire ».

Dans le Sud de la Méditerranée, ces dimensions, toutes ensemble réunies, n'existent pas. C'est pourquoi ce ne sont pas des révolutions. Il s'agit, parfois, de guerres civiles comme en Libye et en Syrie. Les « islamistes » essaient de se servir de la religion et de lui faire jouer le rôle de la culture et de l'idéologie en situation révolutionnaire. Mais ce faisant, c'est leur indigence culturelle et intellectuelle qui apparaît au grand jour. Quant aux éléments « modernistes », leur capacité à produire une culture est insignifiante. Aussi se contentent-ils d'être dans le mimétisme de l'Occident, ce qui aggrave leur condition de minoritaires dans leur propre pays. Enfin, la « culture *Internet* » ne peut être le substitut d'une philosophie des Lumières...

C'est donc à des révoltes ou à des guerres civiles que nous assistons au Sud de la Méditerranée et au Proche-Orient. Elles rassemblent des individus plus que des forces, de façon conjoncturelle, et pour des durées brèves, pour mieux aggraver, ensuite, la fragmentation qui caractérise ces pays. Elles sont le révélateur de l'échec de l'État-nation et des stratégies de développement.

L'échec de l'État-Nation

Dans la plupart de ces pays, on assiste à l'effondrement du mythe de l'État-Nation auquel ont voulu croire aussi bien les peuples que leurs dirigeants.

Nés à l'intérieur des frontières de la colonisation, parfois à la suite de luttes de libération, ces « États nouveaux » au sens du droit international, ont statué que leurs populations constituaient des nations. Or, et si l'on met à part peut-être le cas de l'Égypte et de la Tunisie, il n'en est rien. La nation est un concept et une réalité produits par l'histoire de l'Europe. Au Sud, ceux qui revendiquaient l'indépendance pour leurs peuples, ont utilisé ce concept et ont construit un « roman national » qui est une histoire qu'ils se racontaient à eux-mêmes. C'était aussi une composante importante de leur propagande pour rassembler le plus largement possible afin de peser sur les rapports de force. Cela relevait aussi d'un complexe de colonisé consistant à aligner son histoire sur celle du colonisateur. Les indépendances une fois

acquises, les dirigeants ont tout fait pour renforcer le mythe national par le mythe unanimiste, ce qui leur a permis de justifier le parti unique et la répression de toute forme d'opposition.

La même construction arbitraire a prévalu pour ce qui concerne l'État. Celui-ci, en Occident, est un concept qui se traduit par une organisation politique et administrative d'une communauté – souvent nationale – à l'intérieur d'un territoire déterminé. L'« État » arabo-musulman ou africain est, au regard de cette définition, au moins partiellement une fiction. C'est l'une des raisons pour lesquelles les constitutions – souvent élaborées par des juristes occidentaux – et les institutions qui en découlent, n'ont jamais bien fonctionné. D'où aussi les difficultés rencontrées aujourd'hui pour mettre en place des institutions.

C'est ce qui explique l'implosion de l'« État-nation » à l'heure où les contradictions s'exacerbent. À cet égard, les exemples sont nombreux et éloquents. En Irak, l'« État-nation » voulu par les Baassistes a volé en éclat. Il n'y a plus ni État, ni Nation. Il en est de même en Syrie où se déroule une guerre civile et en Libye où prévaut le règne des milices. Au Yémen, l'« autorité centrale » est contestée par les tribus et la réunification reste fragile. Quant au Liban, il n'a jamais réussi, depuis sa création par la France, à être un État et une Nation. La Jordanie vit, depuis son émergence grâce aux Britanniques, dans un équilibre précaire, sa population manquant de cohésion et son environnement régional étant explosif. Au Maghreb, même un pays comme l'Algérie connaît depuis une trentaine d'années une régression du « sentiment national » au profit d'identifications ethniques – arabes/berbères – régionalistes, et l'on assiste à travers les confréries religieuses à la résurgence de structures archaïques. Au Maroc, la monarchie a réussi à demeurer le symbole de l'unité d'une population partagée à peu près à part égale entre Arabes et Berbères. Mais ce symbole risque d'être fragilisé par le défi de la pauvreté et des inégalités sociales. La Tunisie est en proie au désordre et la confusion semble l'emporter. Quant à la Mauritanie, son « unité » est précaire et elle est confrontée aux coups d'État et à des accrochages avec *AQMI*.

Des décennies après leur accès à l'indépendance, ces pays sont écartelés entre l'« État-nation » qui ne correspond pas à leur histoire, et les structures tribales et/ou ethniques incapables de leur permettre de relever les défis du XXI^e siècle, entre autres, celui de leur adaptation à l'économie de marché mondialisé.

Échec des stratégies de développement

Quel que soit le « modèle » de développement choisi – économie libérale ou socialisme – aucun de ces pays n'est parvenu à devenir l'équivalent des « dragons » asiatiques. Même les Émirats du Golfe sont dans l'illusion du développement qu'ils réduisent à la mise en place d'infrastructures modernes gigantesques, à l'édification de villes sorties du désert et d'aéroports disproportionnés, le tout ne

fonctionnant que grâce à une main-d'œuvre étrangère si nombreuse que les « autochtones » sont souvent devenus minoritaires sur leur terre.

Des pays tels l'Algérie, la Libye, l'Irak ont disposé durant les quarante dernières années, chacun pour sa part, de dix à quinze fois la valeur du Plan Marshall, sans parvenir à se développer véritablement. L'argent, même en grande quantité, ne suffit donc pas à permettre de se développer car il est nécessaire aussi et surtout de surmonter d'autres obstacles : l'incompétence et la corruption. En amont et lié à ces deux facteurs, il y a la nécessité de faire évoluer les mentalités afin que ces peuples renouent avec les trois formes de rationalité que signalait Edgar Morin : la rationalité théorique, la rationalité critique et la rationalité autocritique, ce qui leur permettrait de gagner en efficacité, en sens de l'organisation, en gestion du temps, en démarche qualité, etc. Faute de quoi, les lois, les réglementations, les codes des investissements les plus attractifs théoriquement ne serviront pas à grand-chose dans la réalité. C'est pourquoi un projet éducatif performant doit être élaboré et placé au cœur de toute stratégie de développement.

La dimension démographique n'est pas négligeable. Bien que certains pays du Sud aient accompli des progrès dans ce domaine, il n'en demeure pas moins que d'ici 2025-2030, leur population se sera accrue de 48 % alors que celle de l'Union européenne connaîtra une croissance de 3 % dans ce même laps de temps. La population de l'Égypte augmente de 1,3 million d'habitants chaque année... Afin de faire face à cette pression démographique, les pays de la rive Sud de la Méditerranée devront créer 40 millions d'emplois durant cette même période, ce qui suppose une croissance économique annuelle et à long terme de 7 à 8 %, ce qui est hors de leur portée.

Dans ce domaine, la situation dans la bande sahélienne est encore plus préoccupante : la population sera multipliée par trois d'ici 2050 et atteindra 230 millions d'habitants. Les pays du Sahel ont le taux de fécondité le plus élevé dans le monde : 6 à 7 enfants par femme. Au Mali, le taux de croissance démographique est de 3 % par an. À ce rythme, la population double tous les vingt ans. La situation est identique au Niger, Burkina-Faso, Tchad. À cause des sécheresses, les populations ont quitté leurs territoires ancestraux et sont venues grossir les villes qui n'étaient pas préparées à les recevoir. Elles constituent, potentiellement, un « vivier » dans lequel les extrémistes peuvent recruter, sachant que l'« islamisme » prospère sur le désespoir des peuples.

Il ne suffira pas, non plus, de « fabriquer » des diplômés. En Tunisie, par exemple, entre 2008 et 2010, près de 75 000 étudiants diplômés de l'enseignement supérieur sont arrivés chaque année sur le marché du travail alors qu'ils étaient 8 000 dans les années 1980. À la veille du renversement de Ben Ali, 72 % des chômeurs avaient moins de trente ans. À Metlaoui, ville minière, 40 % de la population active était au chômage. Si, depuis une dizaine d'années, c'est le « sauve qui peut »

vers l'Europe, c'est que sont de plus en plus nombreux ceux qui n'ont plus confiance dans l'avenir de leur pays.

Les incertitudes stratégiques sont aussi liées au trop grand nombre d'acteurs aux intérêts divergents et à l'incapacité des peuples à renouveler leur culture.

Des incertitudes stratégiques durables

Des acteurs aux intérêts divergents

Au plan interne, on observe le passage des régimes autoritaires qui, dans la plupart des cas ne toléraient pas la moindre opposition, à un pluralisme débridé qui est l'indicateur d'une immaturité politique. Il n'est pas rare, à la suite des « révolutions » qu'un grand nombre de partis se constituent du jour au lendemain et se présentent en rangs dispersés aux premières élections libres. Les « islamistes » étant la seule force politique organisée – si l'armée reste neutre comme ce fut le cas en Tunisie – les tenants du progrès perdent les élections.

Dans certains pays – Algérie, Égypte – l'armée est un acteur décisif. En Algérie, en 1962, il n'y avait pas de société civile. C'est donc par l'armée, grâce à l'armée et autour de l'armée que l'État algérien (ou à ce qui y ressemblait) s'est édifié. Depuis, les réalités se sont quelque peu complexifiées. Il n'en demeure pas moins vrai que si l'Algérie existe encore sous la forme, affirmée, d'une « entité nationale », c'est parce que l'armée n'a pas implosé durant la décennie tragique 1990. Mais cinquante années après l'indépendance, il n'y a toujours pas de « classe politique », ni de compétition ouverte et pacifique pour la conquête du pouvoir.

En Égypte, depuis le coup d'État des « officiers libres » en 1952, l'armée est le cœur du pouvoir. Elle a été, sous le président Nasser, le vecteur d'un projet national « progressiste ». Après le renversement de Hosni Moubarak en février 2011, les « Frères musulmans » ont remporté les élections législatives – les Salafistes devenant la deuxième force politique du pays – puis les élections présidentielles. Mais dès le mois de mai 2013, il y a eu une alliance des mécontents au sein du mouvement *Tamarod* (rébellion) et dix millions d'Égyptiens ont manifesté dans toute l'Égypte. L'armée est intervenue le 3 juillet 2013 pour destituer et arrêter Mohamed Morsi, président légalement élu en juin 2012. Tous les dirigeants des « Frères musulmans » ainsi que 2 000 militants sont en prison.

En Libye, l'intervention de l'Otan, le renversement du régime et le lynchage de Kadhafi ont provoqué le chaos. Il n'y a même plus un semblant d'« État », plus d'autorité centrale, ni appareils d'État. Le sentiment d'appartenance n'est pas national, il est tribal, ethnique, régionaliste et, pire encore, il dépend des milices dans lesquelles s'engagent les individus qui les composent. On compte environ 200 à 300 milices qui, chacune, contrôle une parcelle de

territoire et donc une partie des ressources. Le pays n'est pas loin de la sécession de certaines régions.

En Syrie, se déroule une guerre civile depuis près de trois ans. Un grand nombre d'acteurs ne sont d'accord que sur leur exécution du régime incarné par Bachar-al-Assad. Mais pour le reste, tout les oppose. Les groupes islamistes sont nombreux, le plus important étant *Jabhat al-Nosra* (inscrit par le Département d'État américain sur la liste des organisations terroristes), *al-Taliyah al-Mouqatila* « L'avant-garde », *Suqour al-Islam* (Les Faucons du Levant), *Ahrar al-Cham* (Les Brigades de Libération du Levant). Quant à l'Armée de l'Islam, elle se compose de brigades d'inspiration salafiste. Cette liste n'est pas exhaustive. Quant à l'Armée libre de Syrie (ALS), sur laquelle les Occidentaux fondent beaucoup d'espoir, elle est de plus en plus minoritaire.

Il est important d'avoir à l'esprit que non seulement tous ces groupes rebelles ne sont pas unis, mais plus encore, certains se font la guerre : il y a un autre affrontement qui se déroule à l'intérieur de la guerre civile, les ingérences étrangères venant ajouter à la confusion.

[...]

L'incapacité des peuples à renouveler leur culture

Les peuples ne sont pas parvenus à sortir d'un écartèlement culturel aux conséquences politiques dramatiques. Ils ont échoué à restaurer le « Califat » magnifié, idéalisé, des Omeyyades, puis des Abbassides. Les « islamistes » s'inscrivent dans ce rêve unitaire à même – croient-ils – de restaurer la puissance et la grandeur du « Monde musulman ». Ils ne sont pas non plus parvenus à édifier des États dignes de ce nom. Les rapports de force à l'échelle mondiale, y compris dans leur dimension culturelle, suscitent un sentiment d'insécurité et d'impuissance. Au lieu d'avoir le sursaut salvateur qui consiste à se rassembler pour peser sur l'échiquier international, ils s'engagent dans une voie, certes rassurante dans un premier temps, car ils se replient sur ce qui leur est le plus familier – la tribu, l'ethnie, la région, les confréries – mais qui, plus sûrement, mène au pire, c'est-à-dire la discorde, la fragmentation, la guerre civile.

Les « islamistes » affirment : « L'Islam est la solution », le « Coran est notre Constitution ». Les peuples, profondément ancrés dans la religion et maintenus dans l'ignorance, ne sont pas loin de penser la même chose. À cet égard, on peut craindre que la « culture islamique » ait été intériorisée par ces peuples. Or si la religion musulmane, pratiquée par 1,5 milliard de personnes est respectable, elle ne peut apporter de réponses efficaces aux défis scientifiques, éthiques, économiques et politiques que doivent relever ces peuples s'ils veulent survivre. Quant aux élites « modernistes », elles vivent détachées de leurs peuples dont parfois elles ne parlent même pas la langue et, contrairement à ce que pensent les Occidentaux, elles ne

sont pas forcément porteuses d'un projet démocratique. Car c'est là où le bât blesse : la culture démocratique n'a un ancrage profond chez aucune composante de ces populations. Or il ne peut y avoir de démocratie là où il n'y a pas de culture démocratique. Pour l'acquérir, il faut un long processus d'apprentissage et, au Sud, on n'en est qu'aux prémices. Les « islamistes », pour leur part, sont hostiles à la démocratie qui est, à leurs yeux, un blasphème car elle entend substituer la souveraineté du peuple à celle de Dieu. Quant à la laïcité, définie par Ernest Renan comme « l'État neutre entre les religions et tolérant pour tous les cultes », elle relève, elle aussi, d'un changement culturel dont l'émergence ne peut être que progressive.

*

**

L'ensemble des facteurs analysés et qui composent la réalité à la fois complexe et dramatique qui caractérise les pays du Sud, démontrent que les incertitudes stratégiques ne seront pas levées avant de nombreuses années. On a reproché aux Occidentaux d'avoir eu pendant des décennies comme partenaires des régimes autoritaires, mais la réalité révèle, plus que jamais, qu'ils n'avaient pas le choix. La plus grande des incertitudes tient aujourd'hui et pour longtemps à l'absence d'interlocuteur.

Anciens clivages et nouveaux enjeux en Syrie : un défi pour les équilibres Sykes-Picot *

Carlo Facci

Politologue orientaliste, Université de Beyrouth.
Secrétariat du Conseil de l'Union européenne.

Le Moyen-Orient ou l'éternelle recherche d'une identité partagée

Dans l'imaginaire du Vieux Continent, l'« homme malade de l'Europe » indique la condition très spécifique de l'Empire ottoman au XIX^e siècle. Cette image renvoie également à une certaine idée d'hégémonie sur l'Orient, où la Russie ne peut qu'occuper le camp adverse à celui de l'Europe. Il y a exactement un siècle, à l'éclatement de la Grande Guerre, ce véritable modèle d'équilibre atteint son point de clivage. C'est alors que les accords secrets dits de Sykes-Picot (1914-1916) se chargèrent de dessiner les nouvelles frontières des États issus du démembrement de l'après-guerre. Malgré sa longévité, cette véritable pierre angulaire de l'architecture moyen-orientale comporte un péché originel qui hante l'histoire et ce, jusqu'à nos jours, dans la mesure où ces accords n'ont pas su offrir une issue favorable à la promesse anglo-française d'établissement d'un État arabe. Le nationalisme arabe suit la trajectoire d'un idéal initialement séduit par les promesses occidentales, quoique subitement inhibé, et qui ensuite se replie dans un véritable « complexe arabe ». C'est ainsi que l'histoire du XX^e siècle jusqu'à l'actualité de nos jours ne fait que nous parler d'une volonté – jamais aboutie – de revenir à l'unité arabe. Une telle frustration est génératrice d'une série de clivages qui s'inscrivent de manière durable au sein de la politique moyen-orientale ; voyons-les.

Tout d'abord, il convient de distinguer deux courants majeurs engendrés par les Accords Sykes-Picot, l'un arabiste (hedjazien d'abord, saoudien ensuite) et l'autre syrianiste. Leur dénominateur commun renvoie à la nécessité de bâtir un consensus politique autour de leur projet unificateur, compte tenu dudit partage entre les grandes puissances marraines. C'est ainsi que le projet saoudien se définit avant tout comme la tentative de construire un consensus autour de la légitimité

* NDLR : cet article de réflexion est extrait d'une conférence donnée par l'auteur dans le cadre d'un événement officiel de présidence italienne du Conseil de l'UE (second semestre 2014). Les avis exprimés sont personnels et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de ses institutions.

du *Malek*, qui est le gardien des Lieux-Saints de l'islam, berceau de la révolte arabe parrainée par Londres dès 1916. Du côté syrien, on remarque une élaboration intellectuelle bien plus articulée, laquelle est en grande partie l'œuvre d'intellectuels arabes. Ces élites étaient principalement chrétiennes, scolarisées en France (donc fortement imprégnées des principes républicains) et influencées par le soutien stratégique que la Russie leur apportera par la suite. Il convient donc de souligner une fois de plus que ces courants (arabiste et syrianiste) naissent à la suite de l'avortement de la cause arabe en 1919 et se développent sur la base d'un premier grand clivage issu des Accords Sykes-Picot. Néanmoins, il y a lieu de remarquer qu'ils vivent d'un idéal foncièrement différent : le premier renvoie au radicalisme religieux saoudite et salafiste (héritier du wahhabisme et générateur de la mouvance des Frères musulmans) tandis que le second est le produit d'une idéologie social-républicaine franco-russe aboutissant à la création du parti *Baas* (un nationalisme « laïc », bien que *sui generis*). Pour l'un comme pour l'autre, la quête du consensus n'est pas sans écueil et pendant de nombreuses années, malgré les remarquables divergences que nous venons de signaler, l'antisionisme (l'État hébreu ayant été lui-même enfanté par les accords Sykes-Picot) ⁽¹⁾, sera le dénominateur commun de tous ces acteurs étatiques arabes, chacun en quête d'un rôle de guide au sein du monde arabe.

Plus récemment, le 11 septembre 2001 a représenté un tournant majeur pour le monde arabe, précisément en matière de *leadership*. Délestées du fétiche du « palestinisme », les élites arabes se trouvent depuis lors face au dilemme suivant : quel pourrait être le dénominateur commun leur permettant une survie politique ? En d'autres mots, alors que la cause palestinienne suit une trajectoire ne lui permettant plus d'être génératrice d'entente, de nouveaux acteurs non-étatiques, radicaux au sens religieux, issus de filières multiples et difficilement traçables entrent en scène. Leur base (du vocable *Qaïda*) apparaît alors acquise à un horizon transcendantal différent et faisant désormais référence à une certaine idée de l'islam. Dieu n'est donc pas mort aux pays de l'islam ; loin de là. Il faut croire qu'il se porte plutôt bien, puisque l'idéal maximaliste islamique devient inévitable, s'inscrivant au sommet de l'agenda de tout parti politique arabe pouvant prétendre à gouverner.

Ce basculement en faveur du religieux comme outil de consensus nous conduit à parler d'un nouveau clivage qui concerne de près les événements de Syrie. Il s'agit du clivage chiite-sunnite, qui fait rage partout au Moyen-Orient et qui recoupe le précédent clivage arabistes-syrianistes. De surcroît, le clivage chiite-sunnite serait donc la suite logique du clivage précédent dans un contexte où le religieux a pris le dessus. Sans remonter jusqu'à la *fitna* (rupture) de l'islam, nous nous limitons à remarquer que ces deux projets – chiite et sunnite – préconisent deux logiques de la sortie du modèle d'équilibre Sykes-Picot qui sont distinctes et

(1) La Déclaration Balfour de 1917 n'étant que la popularisation de ce qui avait été convenu un an plus tôt lors des accords secrets Sykes-Picot.

différentes. Ainsi, le dessin des Pasdarans iraniens s'inspire ouvertement de l'idéal de la République islamique révolutionnaire, rêvant d'un super-État s'étendant de l'Irak au Bahreïn. Ce projet bénéficie d'illustres « cinquièmes colonnes », telles que les chiïtes d'Arabie saoudite, du Yémen, sans oublier bien entendu le *Hezbollah* libanais, bien installé au pouvoir au Liban et principal allié du régime de Bachar al-Assad.

La filière sunnite mérite une attention particulière. La trajectoire du sunnisme politique est nettement moins traçable, quoiqu'elle s'inscrive clairement dans la mouvance wahhabo-salafiste faisant référence aux pétromonarchies du Conseil de coopération du Golfe. Certes, l'État saoudien est un fidèle allié des États-Unis, mais en réalité il s'avère une entité bicéphale qui est également une source de théocratie salafiste et wahhabite. Cette spécificité fait qu'elle se trouve à l'origine de multiples affiliations à caractère non-étatique, sans doute du fait que la famille royale saoudienne compte plusieurs milliers de personnes détenant le monopole des activités financières et économiques du pays. Mais le sunnisme politique se manifeste également dans l'ambition turque de redevenir la principale référence du monde musulman, ce qui recoupe un certain pantouranisme, qui, actuellement, ne trouve pas meilleur agencement sémantique que celui de « panislamisme turc ». En effet, le président Erdogan a opté pour un rôle actif dans le conflit syrien en soutenant les insurgés, dans le but de régler une fois pour toutes la question kurde et surtout de devenir la principale puissance régionale. En tout état de cause, un aspect semble être commun à ces deux visions (wahhabite et turque) du sunnisme politique : elles préconisent une sortie graduelle du modèle Sykes-Picot qui rêve le retour du Califat, véritable obsession de l'islamisme radical depuis son abolition par Atatürk, il y a près d'un siècle.

L'État Islamique (EI) et sa guerre totale contre l'hétérodoxie

L'EI a brisé l'équilibre Sykes-Picot et il a unifié de fait la Syrie et l'Irak sous la bannière du Califat. Le caractère purement imaginaire de celui-ci ne doit pas nous faire oublier que son promoteur, l'EI, constitue actuellement le fer de lance de la mouvance sunnite orthodoxe hanbalite. Cette école coranique décline à la fois la pensée wahhabite et celle salafiste des pieux ancêtres, *as-salaf*. Son idéologie se fonde, entre autres, sur la conviction que le véritable Islam serait celui du premier siècle de l'époque hégirienne, ensuite corrompu par les multiples apports des mécréants. Ces associationnistes, *mushrikîn* sont accusés d'associer d'autres personnalités à celle de Dieu, ce qui est contraire au dogme fondamental de l'Unicité de Dieu, *al-tawahid*. Ce fait suffit à l'EI pour prôner la conversion forcée des non-sunnites ou en alternative le meurtre de tous les mécréants (Yézidis et Shabbaks) ainsi que des musulmans apostats tels que les chiïtes, les druzes et les alaouites. Il faut croire que de telles ambitions nécessitent un appareil fonctionnel très performant, puisque l'EI s'est doté d'une structure inédite pour une organisation

terroriste, qui comprend un volet militaire et un volet institutionnel, capable de déployer une administration civile parallèle.

Gestion militaire et administrative du territoire, pouvoir égalisateur des faibles ⁽²⁾, vision politique à long terme, tels sont les ingrédients qui font le succès de l'EI, auxquels il faut encore ajouter l'habileté à mettre en place une tactique de la terreur capable de déstabiliser la conscience occidentale. On se réfère ici à la capacité dont l'EI a fait preuve de manipuler le symbolique et le psychologique au profit de sa propre métapolitique. Il n'est donc pas anormal de constater que, dans nos sociétés, il est réconfortant de croire en l'existence d'une distinction – tout à fait fautive sur le plan épistémologique – entre un islam radical et un islam modéré. Cette croyance, telle qu'elle est professée, est trompeuse car l'islam est le monothéisme qui impose le plus grand écart entre la dimension de la pratique religieuse communautaire et celle de la recherche spirituelle individuelle. Pour être plus précis, nous dirons que cette distinction (radical-modéré) n'est valable que si l'on admet que la catégorie des musulmans soufis (qui incarne la dimension spirituelle et individuelle) peut jouer un rôle dans la société civile, ce qui, au Moyen-Orient, ne se produit que dans des cas assez particuliers, et jamais en Occident. Paradoxalement, on observe que l'approche soufie est propre aux minorités hétérodoxes de l'islam (alaouites, alévis, druzes...), lesquelles par ailleurs envisagent secrètement le Coran comme une référence philosophique au même titre que les écrits néo-platoniciens et pythagoriciens. C'est ainsi que la mouvance de l'EI se retrouve aux antipodes de cette pensée en ce qu'elle incarne l'Islam politique de la mouvance wahabbosalafiste. Contrairement à *Al-Qaïda*, pour laquelle l'ennemi est l'Occident, pour l'EI il s'agit surtout d'éradiquer l'apostasie musulmane afin de mieux régler ses comptes avec l'Occident.

Par sa force révolutionnaire, son imaginaire politico-administratif et son efficacité tant militaire qu'économique, la métapolitique de l'EI risque aujourd'hui de s'inscrire durablement au sein de la pensée politique arabe, notamment par le remaniement de la question nationale en matière de sortie du modèle d'équilibre Sykes-Picot. En effet, à un tel repli identitaire et religieux répond une grande ouverture sur le monde ; souvenons-nous que l'EEIL (État islamique en Irak et au Levant) est devenu EI, qu'il a fondé un Califat et que sa stratégie vise à englober le monde arabe et à subjuguier une partie importante de l'Europe. De surcroît, l'EI s'éloigne sensiblement de la logique de son concurrent *Al-Qaïda* dans la mesure où il essaye de s'emparer de la question nationale arabe par le biais de l'établissement d'un État noyau du Califat (voici la raison de l'actuelle appellation « État Islamique »). En d'autres termes, l'EI essaye de réaliser la révolution islamique sunnite, tout comme Khomeiny en son temps l'avait accomplie pour les chiïtes. Par là, de même que les Pasdarans iraniens, l'EI a besoin d'une structure étatique afin de pouvoir

(2) L'EI remplit une fonction tribunitienne, se prétendant le porte-parole des déshérités. En Tunisie, Lybie, Égypte, Mauritanie et Maroc, l'organisation *Ansar al-Sharia* qui lui est apparentée vise à mieux vendre l'islamisme d'Al-Baghdadi à travers l'argument de la *charia*.

métamorphoser la question nationale (en arabe, *Umma* signifie nation au sens d'une conception communautaire du territoire) par l'appel à la guerre sainte et à la défense d'un Califat à caractère transnational. Enfin, aujourd'hui, l'EI est en passe de devenir un acteur majeur de la politique arabe, par sa capacité à endosser le *leadership* sur une base religieuse, par sa performance en matière d'organisation et de gestion de l'État, ainsi que par la légitimité symbolique qu'il parvient à obtenir en apparaissant comme ayant le pouvoir de rendre l'égalité aux faibles et aux déshérités, face au dessin déstabilisateur occidental.

Majorités orthodoxes ou minorités hétérodoxes ?

Il est évident que les événements de Syrie marquent un basculement au niveau de la « *balance of power* » défavorable à l'Occident atlantiste. De ce fait, il s'agit moins de formuler une stratégie que d'accepter une situation de fait s'inscrivant dans un registre qui est celui des « *lessons learned* ». Ce que l'on observe, c'est que la complexité sociopolitique issue du paradigme Sykes-Picot consent sur base régionale à une « alliance des minorités », un sujet bien moins prégnant en Europe qu'au Moyen-Orient. Tantôt soupçonnée d'être promue par le projet judéo-maçonnique israélien, tantôt taxée de néo-ottomanisme (cette fois-ci à la sauce syrienne), cette solution présenterait l'avantage, en toute simplicité, d'offrir un repli stratégique non négligeable. Cela permettrait la sauvegarde des minorités ethniques et confessionnelles – garantissant la survie des chrétiens qui sont tant indispensables à la stabilité du Moyen-Orient – favorisant par ailleurs l'émancipation par les pouvoirs étatiques de ces pays des mouvances wahhabites et salafistes, véritables architectes de la déstabilisation.

Un tel repli stratégique éviterait surtout notre marginalisation par rapport au jeu oriental, ce pour quoi un changement de perspective s'impose à nos diplomates. Il faut aussi souligner qu'un soutien aux minorités – celles opprimées ainsi que celles au gouvernement – n'est pas incompatible avec une alliance occidentale avec les monarchies du Golfe. Au contraire, cela permettrait de recadrer l'action occidentale en faveur notamment des forces pro-laïques qui opèrent déjà dans ces pays, et qui seraient autrement condamnées face à l'avancée des nouveaux totalitarismes issus des sables du désert. Une telle mise au point aurait enfin l'avantage d'assurer une cohérence dans l'action extérieure occidentale, qui, pendant trop longtemps, a été dirigé par l'idée schizophrénique d'opposer les égaux (le bloc des minorités : alaouites contre les Kurdes, les chrétiens contre les chiites, etc.) et de rassembler les opposants (les Saoudiens et les Turcs avec les Kurdes, etc.). Permettre aux minorités hétérodoxes de gouverner au sein des pays à majorité orthodoxe semble être aujourd'hui, plus que jamais, la seule manière pour éviter la redoutable métamorphose de la question arabe en question islamique.



■ **La guerre au XXI^e siècle**

RDN

Les Cahiers de la Revue Défense Nationale

La complexité du monde d'aujourd'hui requiert une lecture conceptuelle, seule capable de s'élever au-delà des contingences et de donner un sens à l'engagement de notre Nation dans cette guerre contre le terrorisme. Cette réflexion conceptuelle doit avoir comme finalité d'identifier l'Ennemi contre lequel la Nation se bat.

L'article de 1996, « **Les nouveaux guerriers totalitaires** », peut paraître prophétique tant il décrit, dans ces guerriers totalitaires, les terroristes d'aujourd'hui : « Qui est-il ? fou de Dieu, terroriste sans visage, fasciste tropical ? Il n'est pas le bras armé d'un État ; il se proclame héros d'un pouvoir destructeur ». Écrit au tournant du XXI^e siècle, cette réflexion n'est cependant qu'un essai à valeur prospective s'appuyant sur des signaux qu'un analyste appellerait « faibles » mais qu'un philosophe voit sans mal dans le recul que lui donne son approche. Il décèle un « nouvel ordre guerrier et terroriste qui se mondialise à grande vitesse », une guerre contre les civils, non pas une guerre civile.

La question des valeurs revient en force : « La destruction générale des formes traditionnelles de vie, de pensée, de religion, entraîne la fin des tabous en même temps que le dépérissement des mœurs antiques ; d'où une libération des jeunes qui ne sont plus prisonniers des us et coutumes de leur société ; d'où un vivier fantastique de combattants affamés, désorientés et prêts à tout. » Que faire ? Surtout ne pas glisser dans un pessimisme passif car le péril fera l'unité contre lui. « Les frères, jadis ennemis, découvrent, chacun en son camp, des frères encore plus ennemis ». L'émergence du guerrier totalitaire demande à repenser son ennemi.

Ce sera le dernier mot : « **Penser l'ennemi** », titre évocateur de l'article qui clôture le tour d'horizon rapide des problématiques soulevées par la thématique du Sigem 2016. Ainsi, l'identification de l'ennemi est une tâche que doit assumer la Nation tout entière lorsqu'elle se trouve dans des temps troublés comme aujourd'hui. Le lien Armée-Nation doit être plus fort que jamais : « il appartient à l'État et à la société de se faire pleinement stratégues ». Ce « penser stratégique commun » doit irriguer les démocraties occidentales car il en va, tout simplement, de leur défense et de leur sécurité.

Audrey Hérisson

Les nouveaux guerriers totalitaires

André Glucksmann

| Philosophe, écrivain, chercheur au CNRS.

Commençons par un point de méthode : une des plus élémentaires expériences de la psychologie de la forme est celle de la perception d'un carré noir sur fond blanc. On peut l'intervertir, sans modifier la figure, en produisant la perception d'un carré blanc avec, au centre, un trou noir. Tentons une conversion analogue du regard : au lieu de concevoir les guerres actuelles comme autant de « désordres » (par référence à un ordre naturellement paisible dont elles constitueraient les manquements ou les défaillances), pointons, au contraire, la logique de ces apparents pataquès ; soulignons la cohérence interne, sociologique et stratégique des situations conflictuelles qui prolifèrent depuis l'éclatement de l'empire soviétique. Du coup, loin de simplement vouloir « rétablir » l'ordre supposé préexistant, un effort de paix lucide doit commencer par désordonner le nouvel ordre guerrier et terroriste qui se mondialise à grande vitesse, d'où l'hypothèse que je propose : les crises actuelles ne manifestent pas les lacunes d'une organisation pacifique et universelle en voie d'achèvement, ni les ultimes soubresauts d'une fin de l'histoire (entendons de l'histoire violente, celle des batailles et des bains de sang). Au contraire : les crises actuelles, loin de se recroqueviller, locales, hétérogènes ou anachroniques, dévoilent le visage nouveau et planétaire que prend une violence humaine désormais émancipée des blocages bipolaires de la guerre froide.

Dans la discussion lancée par Huntington sur le conflit « choc » des civilisations, je recommande une conversion parente du regard stratégique : au lieu d'accommoder sur les civilisations, mieux vaut peut-être se concentrer sur ce qui se passe « entre » elles, rejaillit en chacune, et les transforme intérieurement de part en part. Il y a une logique du choc. Plus importante que l'histoire intérieure des civilisations est l'histoire des chocs entre les civilisations. Prenez la Méditerranée, si bien étudiée par Fernand Braudel : au XVI^e siècle, elle est toute tendue par le choc des deux univers, Venise et la chrétienté, les Turcs et le monde musulman ; exemple huntingtonien par excellence, semble-t-il. Pourtant, Braudel remarque que la logique du choc l'emporte sur les logiques internes des « civilisations » (je dirai : culture). Les Turcs importent des manières de combattre occidentales, les adoptent et, après les avoir reprises à leur compte, les exportent jusqu'aux Indes.

Pour terminer ce point de méthode : dans ce qu'on appelle « civilisation », nous devons tenir compte non seulement des manières de lire, de manger, d'aimer, mais aussi des manières de combattre, des méthodes pour détruire. Quand les civilisations font « choc », elles s'interpénètrent et se transforment mutuellement.

Le style d'existence européen est devenu mondial en diffusant ses modes de destruction autant que ceux de production. Les proches parents des antipodes ne se sont pas benoîtement « développés » en prenant contact, comme l'avaient prévu les socialistes et les libéraux du XIX^e siècle, avec les machines-outils, en découvrant l'usine ou en modernisant l'agriculture grâce aux tracteurs. La plupart des habitants de cette planète sont devenus nos semblables par l'usage de la *Kalachnikov*, de ses ancêtres ou de ses sœurs, en se servant des mitrailleuses, mais aussi en militarisant les Ronéos, la radio, les cassettes vidéo, et les grands moyens audiovisuels.

Organisant, à l'européenne, puis à l'américaine, la guerre et la propagande, l'humanité croque la pomme de nos modernités. Ironie du « progrès », là où Stolypine a échoué, Lénine réussit ; là où le *shah* d'Iran rate, Khomeyni gagne : les contemporains s'occidentalisent contre l'Occident. Les plus grandes batailles anti-occidentales marquent précisément l'instant où les civilisations traditionnelles se défont de leurs traditions, arrachent leurs racines et renchérisent, parfois pour le meilleur, souvent pour le pire, sur les records du siècle. Premiers produits d'exportation de l'Europe : ses guerres mondiales, sa technique de révolution, sa mise à l'écart et à l'encan des coutumes les plus sacrées, ses modes de mobilisation. Tel est le secret de l'influence occidentale. Ainsi le choc définit ou redéfinit les civilisations ; au lieu de partir de l'ordre, partons du désordre ; au lieu de fixer le carré noir sur le fond blanc, nouvel ordre mondial, focalisons le trou noir dans le carré blanc, scrutons la cohérence envahissante du grand désordre mondial.

Je vous propose d'examiner, non comme toujours les « causes », mais la dynamique intrinsèque des conflits, le moteur et l'acteur numéro un des drames qui éclatent sous nos yeux : le nouveau guerrier totalitaire. Qui est-il ? fou de Dieu, terroriste sans visage, fasciste tropical ? Il n'est pas le bras armé d'un État ; il se proclame héros d'un pouvoir destructeur. La violence n'est plus rêvée « accoucheuse » (Engels et Marx) ; elle est choisie, savourée de part en part dans sa dimension annihilatrice. Les bains de sang ne sont plus un moyen, mais une fin ; ils légitiment un micro ou macro-pouvoir qui administre, par sa capacité de les produire et de les réitérer, la preuve de son implacable emprise. Éros et Hadès, alors, ne font qu'un. Retenons de cette définition indicative trois traits : le phénomène est nouveau, il modifie l'essence de la guerre, il prolonge l'explosion totalitaire du XX^e siècle.

Pourquoi nouveau ?

De nos jours apparaît une nouvelle forme d'activité guerrière. Sous nos fenêtres, en ex-Yougoslavie, au cœur de l'Europe, nous avons assisté à une guerre

auparavant impensable. Personne, en 1990, n'imaginait qu'à notre porte, une capitale européenne serait assiégée pendant quatre ans, affamée et ses habitants tirés comme des lapins. Le 1^{er} janvier 1990, M. Augstein, directeur du *Spiegel*, conscience de la presse allemande, consacrait un éditorial à M. Gorbatchev qui avait définitivement fermé les portes de la guerre et clos la période meurtrière qui s'était écoulée depuis Alexandre le Grand jusqu'à lui. Cette illusion, Fukuyama la popularisa en courant encenser « la fin de l'histoire ». La surprise yougoslave fut générale : une nouvelle forme d'affrontement apparaissait en Europe.

Clausewitz définissait la guerre comme un choc de puissances symétriques, l'affrontement entre princes, entre États, entre armées, entre nations. Après lui, arrivent les tensions et le heurt bloc à bloc, les guerres mondiales, la guerre froide. Pensez Yougoslavie : la symétrie disparaît. Tentez de vous remémorer un seul duel entre armées. Les noms qui nous viennent à l'esprit sont Vukovar, Osijek, Dubrovnik, Mostar, Sarajevo, Srebrenica. Seuls champs de bataille : les villes. Qu'est-ce à dire ? Pour l'essentiel, pareil conflit oppose des hommes armés à des civils ; pas même une guerre civile, plutôt une guerre contre les civils. L'unique exemple d'une offensive armée contre une autre armée fut celle, croate, de l'été 1995 : il vérifie ma théorie, l'armée croate a défait, repoussé les milices serbes, mais elle a surtout expulsé les populations serbes de la Krajina. Les forces serbes, qui m'avaient entendu à l'avance, ont décidé qu'elles ne faisaient pas la guerre à d'autres armées et « décampèrent » !

Le primat de la guerre contre les civils est nouveau en Europe, mais seulement en Europe. Nous assistons à l'eupéanisation d'un mode d'activité planétaire qui sévissait déjà dans le Tiers-Monde, dans les marges de la guerre froide. Les statistiques de l'*UNICEF* dévoilent une tendance lourde à long terme : pendant la Première Guerre mondiale 80 % des morts étaient en uniforme, 20 % de civils furent tués ; pendant la Seconde Guerre mondiale 50-50, moitié de morts en uniformes, moitié sans. Depuis 1945, dans les guerres qui firent des millions de victimes, les civils pèsent 80 %. La proportion s'est inversée. Un phénomène, déjà planétaire, atterrit en Europe, grâce au dégel des armes et des âmes dû à l'extinction de la bipolarisation des blocs. Au passage, notez que les points forts du Mouvement des non-alignés d'antan s'érigent désormais en hauts lieux de ce type d'explosion terroriste. Quatre personnes dominaient la Conférence de Bandung : Boumedienne pour l'Algérie, Tito pour la Yougoslavie, Nasser pour l'Égypte, Nehru pour l'Inde. La Yougoslavie est aujourd'hui une patrie de charniers. L'Algérie, lieu d'égorgement pour les femmes, les journalistes, les chanteurs... L'Égypte et l'Inde, pays plus solides, ne laissent pas d'inquiéter. Force est de conclure à une forme de guerre nouvelle, nouvelle en Europe depuis la chute du mur, nouvelle dans le monde au XX^e siècle, ordinaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Je ne partage pas l'optimisme dont a fait preuve M. Federico Mayor. Le risque de l'accord qui éternise la partition en trois de la Bosnie-Herzégovine

serait d'homologuer, d'officialiser la purification ethnique, c'est-à-dire justement la guerre contre les civils. Ce qui advient en Europe sert de paradigme au reste du monde. L'Europe du XX^e siècle inventa la guerre totale, elle lança toutes les révolutions et les procédures d'extermination massive. Si elle invente la paix par purification ethnique, elle propose un exemple prometteur : il y a 150 à 200 Nations reconnues ou en voie de reconnaissance par l'ONU ; en leur sein, environ 7 000 ethnies ; si chaque ethnie se purifie et purifie sa voisine, bonjour les dégâts !

Comment guerrier ?

Cette nouvelle forme de guerre dispose d'un support. Derrière le terrorisme et sous les pulsions « génocidaires », apparaît le nouveau guerrier. Le XX^e siècle a libéré, émancipé l'activité guerrière, pour trois raisons. La première est un bouleversement technique : le pouvoir destructeur est multiplié. Dans la plupart des pays actuellement en flammes, les hommes en uniforme affichent leur bonne santé, ils présentent même un certain embonpoint ; le reste, majoritaire et désarmé, travaille, subit ou meurt. La deuxième raison est la révolution dans la communication. Parmi les armes qui permettent à une minorité de mener la guerre contre une majorité, il faut compter la radio, l'audiovisuel. Une troisième raison touche le facteur moral. La destruction générale des formes traditionnelles de vie, de pensée, de religion, entraîne la fin des tabous en même temps que le dépérissement des mœurs antiques ; d'où une libération des jeunes qui ne sont plus prisonniers des us et coutumes de leur société ; d'où un vivier fantastique de combattants affamés, désorientés et prêts à tout.

Les mythologies se sont évertuées à discipliner une fureur première lovée au sein de chaque société. Dumézil étudie dans la tradition indo-européenne une fonction guerrière coincée entre la fonction économique et celle de souveraineté. La Bible évoque les mêmes questions en les traitant différemment. La tradition européenne chrétienne cultive à son tour l'idée que toute guerre doit être juste. Selon saint Thomas, la justice est le retour à la tranquillité, à l'ordre. L'idée fondatrice d'une tranquillité, de l'ordre, que l'on pourrait sauver, à laquelle on pourrait retourner et dont le guerrier serait le gardien, disparaît dans le bouleversement des tabous et des civilisations anciennes, lot normal, inévitable du XX^e siècle et de la planète Terre.

Au double *cogito*, que Federico Mayor mentionnait, le sage cartésien « Je pense donc je suis », et le *cogito* rousseauiste « Je sens donc je suis », j'ajoute celui, moins plaisant, qui fait rage : « Je tue donc je suis ». Ce *cogito* funeste resurgit au long du siècle, dans toutes les zones de fracture. Les corps francs l'inventent dans les décombres allemands de la Première Guerre mondiale (voir Ernst von Salomon et Ernst Jünger) et Lénine le met en pratique. Tous les fascismes rouges et noirs, païens ou religieux, le reprennent à leur compte. Miguel de Unanuno le recueille sur les lèvres du général franquiste Milan Astray : « *Viva la muerte !* ». Je le détecte

sur les gorges tranchées et les corps découpés que le Front islamique du salut (FIS), en Algérie, livre aux familles de ses victimes. En Ukraine, dans les mémoires de Nadiejda Mandelstam, en Somalie chez les « Mad Max » organisés sur le tas, on retrouve les mêmes profils, les mêmes regards froids, la même ivresse de s'affirmer envers et contre tout.

Jusqu'où totalitaire ?

L'horizon totalitaire définit la pulsion du guerrier et la dominante opérationnelle, terroriste, de la guerre contre les civils. On croit, par une simplification commune aux apologistes et aux critiques, qu'un régime totalitaire se définit par la mobilisation totale des moyens de produire et de détruire. Rien n'est plus illusoire. L'apparent bloc totalitaire est miné par de multiples contradictions, travaillé par une anarchie intrinsèque. Il ne se « totalise » que par son effet, en quelque sorte, sur le dos des victimes, dont il poursuit l'absolu asservissement, par tous les moyens, fussent-ils hétéroclites et concurrents.

Le propre du totalitarisme n'est pas de rationaliser la société en la transformant en machine de guerre bien huilée et sans panne, quand bien même il cultiverait le mythe du bloc ethnique, de la dictature du prolétariat, de la communauté des fidèles, ou du « *Ein Volk, ein Führer* ». Souvent l'analyste historien demeure rétrospectivement prisonnier de la fable des propagandes officielles. En fait, un régime totalitaire organise un esclavage de type moderne que nul n'envisageait en 1900. Il se veut « total » par le terrorisme qu'il diffuse et inflige à des races, à des classes ou à des ethnies, considérées comme définitivement taillables, corvéables et éliminables. Les cibles sont les masses civiles ; le moyen, la terreur. Pareille stratégie s'affirma à Guernica. Elle fait florès depuis. Le nombre des villes martyrisées n'a cessé de croître : Vukovar, Srebrenica, Grozni. L'idée de mettre en condition une multitude en lui imposant une terreur double, physique et morale, définit la guerre totale du totalitarisme, qu'elle soit menée par un État, un bloc, un parti, un gang à prétentions ou dimensions locales.

On s'explique alors la valse des étiquettes totalitaires : après les dictatures du socialisme arabe, la révolution islamique ; après les purifications marxistes, les purifications ethniques et religieuses. En Bosnie, 400 à 600 mosquées systématiquement rasées, en Algérie 600 écoles soigneusement dynamitées, toujours pour le bon motif. Sont visés les lieux de culte ou de culture où une société parle et communique dans une relative liberté. Les espaces symboliques qui échappent à l'emprise directe du pouvoir terroriste sont des cibles privilégiées. Dans l'offensive initiale contre la Croatie, l'artillerie serbe faisait des « cartons » sur les trois croix : hôpital, église, cimetière. Le message était clair : partez, nous ne respectons rien. Sous le toit crevé de l'opéra baroque d'Osijek, foulant les cendres de la bibliothèque nationale de Sarajevo, tous deux précisément visés par les obus incendiaires, j'ai reconnu la signature totalitaire : je tue donc je suis... et toi, tu n'es pas. Soit tu

n'es pas du tout, direction Rwanda et génocide ; soit tu ne t'appartiens plus, ta culture n'est que cendre, ta mémoire s'abolit, tu intériorises ma terreur, tu exécuteras mes quatre volontés. Ainsi s'écoute et se fait entendre le nouveau guerrier totalitaire.

*

**

Vous aurez compris que je ne crois pas au choc des civilisations, mais à celui que provoque, à l'intérieur de chaque civilisation ou culture, l'apparition d'un nouveau guerrier totalitaire et la concomitante menace des terrorismes sans foi ni loi, mais bien armés.

L'optimiste prétextait de la chute du mur de Berlin pour escamoter le phénomène. La reconnaissance d'une nouvelle figure de la guerre, le repérage transnational d'un nouveau fascisme flottant à masques multiples ne légitiment néanmoins aucun pessimisme passif. Le péril, parce que contagieux et général, permet, par son ubiquité même, de faire l'unité contre lui. Les paix nouvelles, en Afrique du Sud comme entre Palestiniens et Israéliens, ne tombent pas du ciel. Fallait-il attendre Eltsine pour découvrir qu'il vaut mieux s'entendre que s'entre-dynamiter et que le partage de l'eau paraît plus bénéfique que la mort ? Qu'est-ce qui soudain modifie les règles du jeu et l'état d'esprit des joueurs ? Rien d'autre que la perception d'un danger inédit. Les frères, jadis ennemis, découvrent, chacun en son camp, des frères encore plus ennemis, des furieux émancipés que les contraintes de la guerre froide ne retiennent plus. Mandela brise avec sa femme et nombre de ses partisans ; son *alter ego* Botta rompt symétriquement avec son ancien ministre de l'Intérieur ; Yasser Arafat défie ses anciens compagnons d'arme et Rabin tombe sous les coups d'un extrémiste dont on sous-estimait la détermination. La paix avec l'ennemi d'hier révèle de plus en plus son sens profond, celui d'une alliance contre l'ennemi d'aujourd'hui, le porteur du désastre qui habite nos propres rangs. À chacun de faire face au fanatisme du guerrier totalitaire qui loge en lui ou autour de lui. Ainsi les grands périls peuvent nourrir des espoirs raisonnables et d'interminables conflits peuvent s'interrompre par calcul justement réfléchi plutôt que par miracle pacifiste.

Il faut, pour conclure, distinguer entre culture et civilisation. Il y a des cultures, il y a des religions ; elles servent à l'occasion de drapeaux, d'emblèmes et de prétextes aux guerriers totalitaires. Il y a aussi la civilisation, au sens de Ferguson ; elle programme la mise hors jeu des guerres de religion et de culture, parce qu'elle veut un avenir civilisé, poli, une douceur policée, c'est-à-dire la réduction des chocs. La situation présente rappelle que la civilisation ne peut se définir par un bien commun. Cela, c'est l'affaire des cultures, l'occupation des religions, voire des publicitaires. En revanche, la civilisation, selon les Lumières, ébranle et mobilise les différentes cultures en les confrontant, au bord de l'abîme, à un mal commun, celui-là même dont j'ai entrepris, avec vous, de dresser le portrait.

Terminons par un hommage à Voltaire. Il brûlait une bougie chaque année à la saint Barthélemy. Notre philosophe suggérait ainsi que les bonnes mœurs, la coûteuse tolérance, la paix civile ne tiennent pas à l'uniformité des pensées ni à la profession d'un même paradis. Il faut ou il suffit que l'opinion publique partage une perception commune de l'enfer. La civilisation naît du refus de l'entre-égorgement ; la prohibition générale de l'inceste, pointée par Freud, est doublée d'un occulte interdit symétrique, non moins universel, tenant en respect des violences absolument destructrices. Chaque culture se défend contre la fin de son monde, dont elle découvre en son propre sein les porteurs. Il n'y a pas de choc entre les civilisations ; il y a désormais, à l'intérieur de chaque culture, une lutte ouverte entre le travail interminable de la civilisation et la fureur des paladins du choc final.

Penser l'ennemi

Emmanuel de Romémont

Général de corps aérien. Ancien commandant de l'état-major interarmées de force et d'entraînement (EMIA-FE).

« Faut-il attendre d'être vaincu pour changer ? » (Proverbe dogon)

L'environnement stratégique actuel offre à nos ennemis potentiels de nouveaux espaces, une aptitude nouvelle et sans doute plus forte à allier capacité et volonté de nous nuire collectivement et/ou individuellement, à articuler des actes hostiles de nature très diverse. Contraints de repenser nos stratégies, de mieux articuler les réponses que nous devons apporter sur toutes les lignes d'engagement, il nous faut repenser la question de l'ennemi en des termes différents.

Pourquoi repenser l'ennemi ?

Tout d'abord parce que l'ennemi reste toujours « la figure de notre propre question » (cf. C. Schmitt) et que nous ne pouvons nier ni les dimensions philosophique et culturelle des débats portant sur la distinction ami/ennemi, ni l'impact qu'a la conception que nous nous faisons de l'ennemi au plan politique comme au niveau stratégique.

À cet égard, il convient en premier lieu d'insister sur la distinction qui s'impose entre ces deux niveaux, entre le niveau politique et celui où s'élabore la stratégie : s'il revient en effet au politique la responsabilité de nommer l'ennemi (ou de ne pas le nommer), en d'autres termes de décider s'il y a ou pas lutte, il incombe au niveau stratégique de définir les objectifs, les modalités de cette lutte et d'orienter en fonction le niveau de mise en œuvre en lieu et en temps donnés sur le théâtre de la stratégie, ce que les militaires appellent le niveau opératif, et le niveau de conduite des actions, le niveau tactique.

Nous l'observons, la cohérence générale et l'efficacité de nos actions dépendent de notre capacité à traiter de façon coordonnée et pertinente tous ces champs. Il nous faut pour cela éviter deux risques majeurs : confondre désignation de l'ennemi et stratégie ⁽¹⁾, et traiter ces deux sujets séparément. Toute décision de combattre un ennemi doit être en effet liée à une réflexion sur les formes et les buts de nos engagements, en d'autres termes sur la façon dont cet ennemi doit être combattu, vaincu et idéalement amené à résipiscence ⁽²⁾.

(1) Stratégie sera ici entendue comme la détermination des buts et objectifs poursuivis à court, moyen et long termes et l'adoption des actions et des allocations de ressources nécessaires pour atteindre ces buts.

(2) Amener à résipiscence : reconnaître sa faute avec volonté de s'en corriger.

Or, depuis la fin de la guerre froide, les réflexions sur l'ennemi sont apparues trop techniques et souvent ethno-centrées, sans relation avec des objectifs stratégiques clairement définis. C'est ainsi qu'Hew Strachan, dans son dernier ouvrage *The Direction of War*, impute les échecs anglo-américains en Irak et en Afghanistan au défaut de cohérence des stratégies adoptées, voire à l'absence de véritables stratégies, nous invitant ainsi à repenser la question de l'ennemi dans un cadre plus large.

Un ennemi en mutation

Notre ennemi est en mutation. Sa nature, la forme qu'il prend, ses objectifs, son agilité, sa létalité ont manifestement évolué. L'ennemi n'est plus cette masse compacte décrite au début du siècle dernier. Visible ou moins visible, physique ou immatériel, l'ennemi doit toujours être analysé comme un système dont les formes varient : État, proto-État, organisation criminelle, bande armée, groupe terroriste, réseaux informatiques... Si ces formes ne sont pas nouvelles, la complexité de ces systèmes ne cesse de croître. Jouant l'asymétrie, et maîtrisant les technologies modernes, il est capable de s'adapter à nos propres modes d'action, de jouer de l'asymétrie, de nous menacer chez nous, et d'utiliser la perméabilité de la complexité de nos réseaux d'information et de communication pour nous menacer à l'intérieur comme à l'extérieur. Servi par une maîtrise des technologies modernes, il peut porter le combat là où il le souhaite, nous imposer son *tempo*, penser stratégiquement, planifier des manœuvres combinées pertinentes.

Face à cette imprévisibilité, nous apparaissions ainsi plus vulnérables vis-à-vis d'un ennemi déterminé, voire désespéré et qui n'a pas le même respect de la vie que nous, un ennemi en mesure d'exploiter nos failles, celles offertes notamment par des médias qui sur-réagissent, par des cloisonnements trop forts entre institutions, entre sécurité extérieure et sécurité intérieure... C'est d'ailleurs à ce défi que nous sommes aujourd'hui confrontés dans notre lutte contre *Daesh*.

La force principale de l'ennemi que nous affrontons aujourd'hui est sans doute avant tout de pouvoir rentrer de façon moins visible qu'avant dans nos propres codes de fonctionnement, de jouer sur la perception que nous avons de lui, de nous placer systématiquement dans une logique de réaction face à ses actions.

Il s'agit à chaque fois de nous pousser à la faute, de nous amener à réagir de façon disproportionnée. La marge de manœuvre devient alors étroite, oscillant entre « il faut faire quelque chose » et « ne soyons pas responsables de l'escalade de la violence ». Réalité dynamique, l'ennemi semble avoir l'initiative et prendre l'avantage, jouant de nos difficultés à discerner le vrai du faux, l'essentiel de l'accessoire, en d'autres termes de notre incapacité à le penser collectivement.

De la difficulté à discerner

Comment, en effet, garder un niveau suffisant d'objectivité dans un monde incertain, militarisé, multipolaire, traversé par des courants sectaires et parfois nihilistes, où se développent des « guerres hors limites » (cf. L. Qiao et X. Wang) ? Comment conduire une réflexion rigoureuse et méthodique dans un contexte où les guerres sans règles viennent se substituer aux guerres réglées, comme le souligne Christian Malis dans son dernier ouvrage.

Comment rester clairvoyant quand faits et gestes peuvent être observés et surtout interprétés en temps quasi réel aux quatre coins de la planète, quand la perception tend à primer sur la compréhension même des forces en mouvement ? Comment discerner le vrai du faux quand les flux de personnes, de biens et d'informations viennent, mondialisation oblige, troubler notre compréhension de ce qui nous est amical, inamical ou hostile, quand les prises de position politiques sont, elles aussi, gagnées par cette subjectivité croissante, quand l'idéologie domine, quand les discours se font belliqueux et mobilisateurs contre un ennemi, bien souvent fabriqué ⁽³⁾ ?

Comment se garder enfin d'une telle subjectivité, quand certains courants de pensée affirment aux États-Unis que « la sécurité extérieure ne doit dépendre d'aucune contrainte extérieure » ⁽⁴⁾, affirmation qui peut être interprétée comme faisant fi de tout discernement et de toute nuance, et niant tout travail de compréhension et d'adaptation à l'ennemi. Le trait est ici volontairement forcé mais il reste illustratif d'une tendance nord-américaine à considérer que les ressources dont disposent les forces armées américaines, la domination qu'elles sont en mesure d'exercer, leur permettent de « penser iso-ennemi ». Le conflit qui oppose l'ami à l'ennemi tend alors à rentrer dans une logique mécanique, conforme à la seule vision que s'en fait l'ami. A-stratégiques, de telles visions peuvent alors nous conduire à des réponses stratégiques, et notamment militaires, inadaptées, disproportionnées et *in fine* contre-productives.

Face à des phénomènes plus complexes que compliqués, nous nous trouvons de fait devant un paradoxe : au moment où nous devrions nous mobiliser pour les analyser ensemble avec objectivité et hiérarchiser avec discernement les priorités, nous cédon parfois à une caractérisation forcée et parfois exagérée de l'ennemi au détriment d'une définition claire de la stratégie que nous souhaitons mettre en œuvre, victimes plus ou moins consentantes du théorème de Thomas : « Si les hommes disent qu'une menace est réelle, bien que rien dans la réalité ne justifie leur opinion, cette menace a des conséquences réelles ».

(3) Thèse de la « fabrication de l'ennemi » développée par Pierre Conesa.

(4) Condoleezza Rice : « La sécurité extérieure ne doit dépendre d'aucune contrainte extérieure ».

Sous la tyrannie de l'immédiateté, voulant nous rassurer, nous avons ainsi bien du mal collectivement à ne pas nous laisser emporter par une forme d'aveuglement simplificateur, de fascination voire de sidération. Il est en effet souvent plus rassurant et finalement moins exigeant de désigner celui que l'on est appelé à combattre plutôt que de définir pourquoi et pour quoi combattre.

Des limites de nos stratégies

Les vulnérabilités décrites supra sont aggravées quand la stratégie (dialectique entre des volontés qui s'opposent) est insuffisamment pensée et articulée, quand nous ne connaissons pas assez nos ennemis, leurs intentions, quand nous ne sommes pas en mesure de nous adapter à eux, quand nous n'avons pas clairement défini, dans une approche véritablement globale, pourquoi et comment nous entendons agir. Les conditions de sortie de crise deviennent alors difficiles à atteindre, les opérations s'enlisent, les guerres peinent à se terminer : scénarios tant de fois observés et qui ont tous en facteur commun une vision imprécise de la façon dont l'ennemi doit être vaincu.

Car tout est bien là, dans ce verbe « vaincre ». Verbe d'action à l'éventail plus large que l'on ne pense en général, vaincre signifie, sur un plan militaire, que l'on prend en compte tout le spectre des réponses défensives et offensives possibles et que l'emploi de la force soit ainsi gradué en fonction de l'ennemi et des objectifs que l'on souhaite atteindre. Force en tout cas est de constater que le verbe vaincre reflète les cultures stratégiques de chaque pays et qu'il exprime en quelque sorte la manière dont chaque pays conçoit l'usage de la force et en use.

Ainsi peut-on, dans une coalition internationale, avoir le même ennemi mais, pour autant, ne pas s'accorder sur la façon de le vaincre, et être *de facto* tenté de se contenter d'une caractérisation hâtive, partielle et consensuelle de l'ennemi au détriment d'une réflexion en profondeur sur la manière dont l'ennemi doit être vaincu. En d'autres termes, la définition de l'ennemi tend parfois à faire office de stratégie. Ainsi en va-t-il du concept de « guerre contre le terrorisme » (« *War on Terrorism* »), qui, brandi comme une stratégie, est illustratif de cet amalgame dévastateur entre guerre et stratégie, et derrière cela entre politique et stratégie. Or, comme Sun Tse l'évoquait, l'un des principes premiers de la guerre n'est pas de combattre l'ennemi mais de combattre sa stratégie.

L'affirmation que « tout est stratégique » vient encore ajouter à la confusion : le fait que les informations soient à la portée de la plupart des acteurs stratégiques ne garantit en rien que ces mêmes informations revêtent un caractère stratégique au sens où nous l'avons décrit. Recueillir de l'information est une chose, l'interpréter dans un cadre stratégique et en faire un usage opératoire en sont une autre. C'est d'ailleurs de cette dernière aptitude dont nous manquons souvent.

Dictature du court terme, superficialité, défaite de la pensée, confusion, pièges identitaires, amalgames malheureux... ; autant de tendances lourdes dont il nous faut prendre acte, en reconnaissant qu'elles affectent la façon dont l'Occident pense aujourd'hui l'ennemi et l'affronte. Fruit de nos difficultés à replacer précisément la question de l'ennemi dans un cadre stratégique pertinent, cette perte croissante d'objectivité, avec ce qu'elle comporte de déni du réel, de perte de sens, de défaut de cohérence de nos actions, offre à nos ennemis de nouveaux espaces et nous place en situation de fragilité.

De cela, nous en avons été les témoins. Les dernières décennies fourmillent en effet de crises et de conflits guidés par ce que les médiévistes appellent « l'*objectum* »⁽⁵⁾, à savoir une représentation mentale, et construite de et parfois par l'ennemi lui-même. La crise ukrainienne est à cet égard riche d'enseignements. Si ces décalages avec la réalité peuvent être exploités et instrumentalisés par des ennemis qui ont de fait tout intérêt à nous amener vers des rapports de forces perçus et non réels, il n'en va pas de même pour des démocraties occidentales plus attentives à la légitimité de leurs actions.

Toute distorsion de la réalité, toute erreur d'appréciation, toute construction imaginaire, toute perception altérée, tout décalage avec le réel, tout cela finit tôt ou tard par porter atteinte à la légitimité des actions engagées par les pays occidentaux, par nous fragiliser, nous laissant apparaître, derrière une forme de bienpensance, comme agissant avec cynisme et duplicité. Fruit de nos difficultés à replacer précisément la question de l'ennemi dans un cadre stratégique pertinent, ces décalages avec la réalité expliquent d'ailleurs bien des échecs stratégiques passés.

Reprendre l'avantage

Exprimé dans les lignes qui ont précédé, cet appel au discernement doit guider la façon dont nous devons repenser l'ennemi. Si le problème stratégique posé par cet ennemi en mutation n'est pas fondamentalement nouveau, les terrains d'affrontements ont eux changé d'échelle et de nature. Les combats se gagnent autant dans le champ immatériel que dans le champ matériel, et nous sommes de ce fait plus que jamais contraints de graduer, de doser intelligemment nos ripostes et nos actions. Il nous faut pour cela donner plus de substance aux verbes combattre et vaincre, et surtout nous mobiliser collectivement pour gagner en discernement.

De fait, le véritable enjeu est de reconnaître collectivement que ces nouvelles formes d'adversité appellent des réponses intelligemment articulées entre elles dans tout le champ de la puissance, ne se limitant pas au seul emploi de la force militaire. Il est en effet impératif, comme le soulignait déjà le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008, d'agir de façon coordonnée sur toutes les

(5) Lire Alain de Libera, philosophe français, spécialiste de philosophie médiévale.

lignes d'engagement, sur tous les leviers au travers de stratégies pensées et mises en œuvres collectivement dans une logique « d'approche globale » ⁽⁶⁾. Dans ce domaine, il appartient à l'État et à la société de se faire pleinement stratégiques. C'est ainsi que nous pourrions collectivement et de façon plus dynamique penser l'ennemi, sans le sous-estimer ni le surestimer, que nous saurions nous montrer suffisamment créatifs en faisant la juste part des choses entre menaces perçues et menaces réelles.

La structuration de ce « penser stratégique commun » au sein de nos démocraties occidentales est aujourd'hui devenue essentielle. L'efficacité de nos politiques de défense et de sécurité, la pérennité même de nos sociétés, en dépend. Cela suppose de favoriser l'essor et la promotion d'une véritable culture stratégique, en décloisonnant notamment son enseignement dans une dimension véritablement pluridisciplinaire et en le rendant plus accessible. Cela nous permettra de faire émerger un nombre croissant de stratégies capables de penser les ennemis d'aujourd'hui et de demain de façon dynamique et d'embrasser l'ensemble des défis qu'ils nous posent.

Éléments de bibliographie

Carl Schmitt : *La notion du politique - Théorie du partisan* ; Calmann-Lévy, 1972.

Lang Qiao et Xiangsui Wang : *La Guerre hors limites* ; Rivages, 2003.

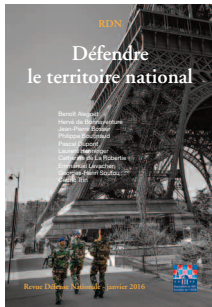
Christian Malis : *Guerre et stratégie au XXI^e siècle* ; Fayard, 2014.

(6) Par approche globale, on entend une aptitude, dans la gestion des crises et des conflits, à traiter de façon coordonnée des volets humanitaires, développement, gouvernance et sécuritaire pour ne citer que les principaux.

Officiers de demain,



Plongez-vous au cœur de l'actualité de défense



Abonnez-vous au tarif étudiant : 50 €(papier) ou 30 €(PDF)

La *Revue Défense Nationale* est aussi sur le *web* en accès libre :

- articles d'actualité (Tribune),
- articles d'archives (Florilège),
- recensions d'ouvrages récents.

www.defnat.com



Sigem 2016

L'officier au service de la Nation dans le monde du XXI^e siècle

Depuis 2001, le Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (Sigem) rassemble chaque année les élèves des grandes écoles militaires auxquels se joignent quelques étudiants de grandes écoles civiles.

Le thème du Sigem 2016, tenant lieu de fil conducteur aux différentes interventions et activités organisées, s'articule autour de l'idée suivante : choisir de **servir** la Nation repose plus que jamais sur l'adhésion à des **valeurs** fondamentales qui conservent leur acuité dans un monde devenu fort **complexe** et qui doit conduire chacun à s'interroger pour donner du **sens** à son action.

Le jeune officier, comme tout être humain, a besoin de repères de temps et de perspective pour mieux se situer dans le présent afin de se projeter dans l'avenir. Il lui est pour cela nécessaire de s'appuyer sur un héritage, un corpus de valeurs et de connaissances, solides.

Confronté à la complexité du monde de ce début de XXI^e siècle, l'officier, militaire professionnel et citoyen, doit disposer d'une sérieuse culture générale. Elle seule peut lui assurer les clés de compréhension historique, sociale, géographique, économique, technologique, du choix ou du comportement de l'autre, qu'il soit ennemi ou ami.

Mais cela ne suffit pas à faire de l'officier un chef. Au moment de la décision, ce dernier est seul face à lui-même. Il lui est donc nécessaire d'avoir un esprit ouvert et curieux, apte à l'intelligence de situation et au discernement, c'est-à-dire en capacité de réfléchir sur une philosophie de l'action.



Lancée en 1939 par le Comité d'études de défense nationale (Association loi 1901), la **Revue Défense Nationale** assure depuis lors la diffusion d'idées nouvelles sur les grandes questions nationales et internationales qu'elle aborde sous l'angle de la sécurité et de la défense. Son indépendance éditoriale lui permet de participer activement au renouvellement du débat stratégique. La **Revue Défense Nationale** permet de garder le contact avec le monde de la défense et apporte, grâce à ses analyses, la réflexion à l'homme d'action.